RAPPORT ANNUEL **2011**

Richelieu

TABLE DES MATIÈRES

Principales données financières	3
Profil	4
Message aux actionnaires	5
Réseau	9
Produits	10
Administrateurs et dirigeants	20
Rapport de gestion	21
Rapport de la direction et des auditeurs indépendants	34
Bilans consolidés	35
États consolidés des résultats et des bénéfices non répartis	36
États consolidés du résultat étendu	36
États consolidés des flux de trésorerie	37
Notes afférentes aux états financiers consolidés	38

L'assemblée générale annuelle des actionnaires
se tiendra le 29 mars 2012 à 11 h,
à l'Hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec.

UNE CULTURE CLIENT FORTE,

PARTAGÉE PAR TOUS LES MEMBRES DE NOTRE ÉQUIPE,

ET QUI PLACE LE CLIENT AU CENTRE DE NOS DÉCISIONS.

L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Une valeur sûre pour notre entreprise et nos clients.

Une priorité constante pour réduire les coûts, maîtriser les risques et assurer un excellent niveau de service.

Elle s'appuie sur une approche d'amélioration continue, l'utilisation optimale de la technologie, une qualité d'exécution impeccable et une croissance soutenue.

L'INNOVATION

Une valeur sûre pour notre entreprise et nos clients.

Une priorité constante pour anticiper les besoins de nos clients en termes de produits et de service et leur fournir des solutions efficaces et créatives, dans les meilleurs délais et conditions.

Elle s'appuie sur une écoute constante de nos clients, des liens de partenariat durables avec les fabricants les plus réputés et créatifs au monde et une capacité d'innovation soutenue grâce à une organisation solide et fiable.

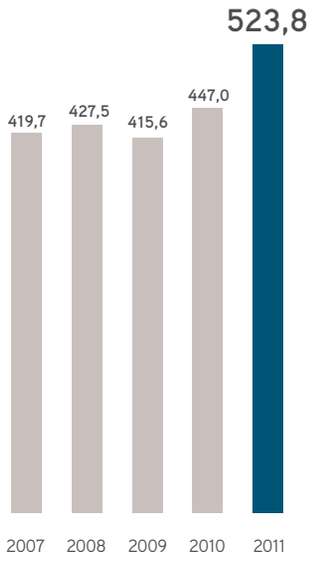
LE SERVICE AUX CLIENTS

La priorité constante, à tous les niveaux de responsabilité, pour gagner et conserver la confiance de nos clients, qui est notre raison d'être.

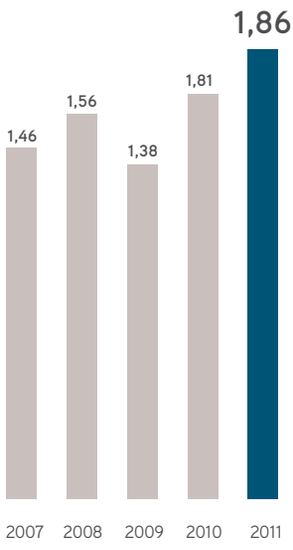
La qualité de notre service à la clientèle est le fruit de l'engagement et du professionnalisme de toute notre équipe et en particulier des responsables des ventes et du marketing qui sont en première ligne. Elle s'appuie sur une compréhension des besoins des clients et la recherche d'excellence dans tous nos canaux de vente, sur une logistique de distribution, une approche tout sous un même toit et un site web convivial et complet qui facilitent les affaires de nos clients.

CROISSANCE SOUTENUE
EXPANSION PAR ACQUISITION
SOLIDITÉ – STABILITÉ

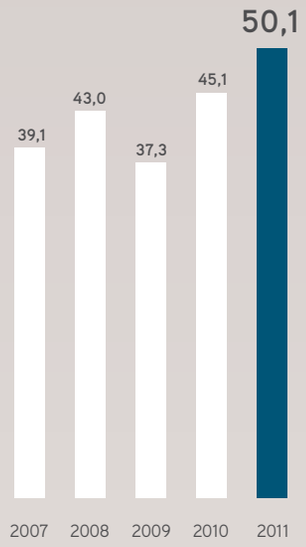
VENTES
(en millions $)



BÉNÉFICE NET PAR ACTION
dilué
(en $)



FLUX MONÉTAIRES
des activités poursuivies [1]
(en millions $)



(1) Mesure non conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada, telle que décrite à la page 22.

ACQUISITIONS EN AMÉRIQUE DU NORD

2011

Outwater Hardware (New Jersey)

Madico Inc. (Québec)

Provincial Woodproducts Ltd (Terre-Neuve)

2010

Woodland Specialties Inc. (État de New York)

Raybern Company, inc. (Connecticut)

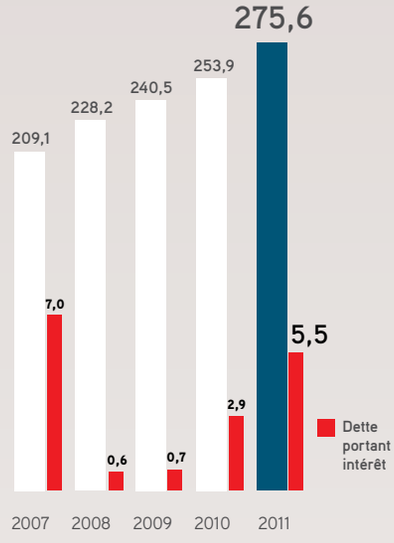
Les Matériaux Industriels Gordon Ltée (Québec, Ontario)

New Century Distributors Group LLC. (New Jersey)

E.Kinast Distributors Inc. (région de Chicago)

PJ White Hardwoods Ltd (C.-B., Alberta)

AVOIR DES ACTIONNAIRES
(en millions $)



PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Exercices clos les 30 novembre *(en milliers de $, sauf les données par action, le nombre d'actions et les ratios)*

	2011 $	2010 $	2009 $	2008 $	2007 $
RÉSULTATS [1]					
Ventes	**523 786**	446 963	415 592	427 536	419 737
BAIIA [2]	**67 319**	63 832	51 588	58 433	57 267
Marge BAIIA [2] (%)	***12,9***	*14,3*	*12,4*	*13,7*	*13,6*
Bénéfice net des activités poursuivies	**39 492**	38 574	30 605	35 733	33 908
■ de base par action ($)	**1,88**	1,79	1,39	1,57	1,47
■ dilué par action ($)	**1,86**	1,78	1,39	1,56	1,46
Flux monétaires des activités poursuivies [2]	**50 057**	45 059	37 310	43 033	39 149
SITUATION FINANCIÈRE					
Encaisse nette [3]	**23 551**	36 431	47 774	5 477	908
Fonds de roulement	**167 254**	162 727	150 485	130 865	120 995
Actifs totaux	**344 132**	320 816	286 928	273 484	258 778
Dette totale portant intérêt	**5 544**	2 858	668	649	6 971
Avoir des actionnaires	**275 634**	253 869	240 500	228 234	209 096
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) (en milliers)	**21 262**	21 705	22 019	22 785	23 080
PAR ACTION					
Bénéfice net [1]					
■ de base par action ($)	**1,88**	1,82	1,38	1,56	1,47
■ dilué par action ($)	**1,86**	1,81	1,38	1,56	1,46
Flux monétaires des activités poursuivies [2]	**2,35**	2,08	1,69	1,88	1,69
Valeur comptable ($)	**13,22**	12,01	11,04	10,39	9,05
Dividendes	**0,44**	0,36	0,32	0,32	0,28
RATIOS					
Ratio de la dette portant intérêt sur l'avoir des actionnaires (%)	**2,0**	1,1	0,3	0,3	3,3
Rendement de l'avoir moyen des actionnaires (%)	**14,9**	15,9	13,0	16,3	17,2

(1) La Société a abandonné ses activités de vente de céramiques et a vendu l'inventaire de ces produits au cours du premier trimestre de 2010. Les résultats et les flux de trésorerie ont été ajustés à la suite de la reclassification des résultats des activités de vente de céramiques dans les activités abandonnées.

(2) Mesure non conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada, telle que décrite à la page 22.

(3) Encaisse nette de la dette.

Inscription des actions (RCH) à la bourse de Toronto (TSX) en 1993

CAPITALISATION BOURSIÈRE
AU 30 NOVEMBRE 2011

567,4 MILLIONS $

RENDEMENT TOTAL DE L'ACTION/10 ANS*

212 %

APPRÉCIATION DE L'ACTION
DEPUIS L'INSCRIPTION EN BOURSE

1 173 %

RENDEMENT ANNUEL MOYEN
DE L'ACTION/10 ANS*

12,1 %

* Incluant le réinvestissement du dividende

PROFIL

IMPORTATEUR, DISTRIBUTEUR ET FABRICANT DE QUINCAILLERIE SPÉCIALISÉE ET DE PRODUITS COMPLÉMENTAIRES

NOTRE MISSION

Demeurer une entreprise de qualité orientée vers le client, dans le respect des intérêts des trois autres piliers de l'entreprise : notre équipe, nos fournisseurs et nos actionnaires.

NOS CLIENTS

Quelque 70 000 clients en Amérique du Nord : fabricants d'armoires de cuisine et de meubles de salle de bains, cuisinistes, ébénisteries résidentielles et commerciales, fabricants de meubles résidentiels, de bureau et de mobilier prêt-à-assembler, chaînes de grandes surfaces de rénovation et groupements d'achat incluant plus de 6 000 détaillants en quincaillerie.

NOTRE ÉQUIPE

Près de 1 600 personnes, dont environ la moitié sont dédiées à la vente et au marketing et près de 70 % sont actionnaires de Richelieu.

NOS PRODUITS

Quelque 90 000 produits (UGS) dans une grande variété de catégories, parmi lesquelles : accessoires de cuisine, systèmes d'éclairage, produits de finition et de décoration, quincaillerie fonctionnelle, postes de travail ergonomiques, solutions de rangement de garde-robe et cuisine, systèmes de portes coulissantes, panneaux décoratifs et fonctionnels, stratifiés haute pression et produits de protection de plancher. Nous complétons cette offre en fabriquant dans nos deux filiales, Les Industries Cedan inc. et Menuiserie des Pins Ltée, des gammes de produits aux caractéristiques uniques, dont une variété de gammes de placages et de bandes de chant, une vaste sélection de moulures décoratives et des composantes pour l'industrie des portes et fenêtres. Certains de nos produits sont fabriqués en Asie selon nos spécifications et celles de nos clients.

NOTRE RÉSEAU

60 centres en Amérique du Nord dont deux usines de fabrication. La diversité de l'offre, l'approche de service « Tout sous un même toit », l'efficacité logisitique et les multiples avantages du site transactionnel richelieu.com se traduisent par un taux de réponse optimal pour nos clients.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

En 2011, nous avons bien relevé les défis qui se sont présentés à nous, et tenu les engagements de croissance et de création de valeur que nous nous étions fixés, avec l'adhésion de toute notre équipe dont près de 70 % des membres sont aussi actionnaires de Richelieu.

Dans un contexte économique des plus difficiles, nous nous sommes nettement démarqués par des gains de parts de marché en Amérique du Nord, et nous avons poursuivi notre stratégie de positionnement pour le futur avec de nouveaux investissements au Canada et aux États-Unis, dont trois acquisitions s'ajoutant aux six entreprises acquises en 2010.

Nous avons pu compter sur notre équipe soudée et talentueuse pour continuer de centrer nos efforts sur ce qui est fondamental, soit la qualité d'exécution et de service aux clients, l'innovation, la croissance interne et par acquisition et l'efficacité opérationnelle. En particulier aux États-Unis où les difficultés économiques se sont faites persistantes, nous avons réalisé une excellente croissance interne de 12,8 %, en plus de bénéficier de l'apport de nos acquisitions, et nos ventes ont augmenté de 52,9 % en dollars US dans ce marché à fort potentiel pour Richelieu.

POUR LES QUATRE PILIERS DE CROISSANCE QUE SONT NOS CLIENTS, NOTRE ÉQUIPE, NOS FOURNISSEURS ET NOS ACTIONNAIRES, NOUS NOUS FAISONS UN DEVOIR CONSTANT D'ATTEINDRE VOIRE DÉPASSER NOS OBJECTIFS OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS, EN OPÉRANT AVEC VISION ET ANTICIPATION ET AVEC CONTINUITÉ DANS L'INNOVATION.

Notre orientation client, notre stratégie d'innovation et notre capacité à réaliser et intégrer des acquisitions solides nous ont permis d'atteindre une autre performance financière probante. Si nos acquisitions de 2010 et 2011 ont apporté une importante contribution aux ventes, nos résultats reflètent aussi la bonne performance de nos marchés canadiens, malgré une baisse dans le marché des détaillants, ainsi que la forte croissance enregistrée aux États-Unis dans les marchés des fabricants et des détaillants. Nous avons élargi nos segments de clientèle et développé de nouvelles niches avec de nouveaux produits. Nos ventes ont dépassé le cap des 500 millions $, en hausse de 17,2 % elles se sont élevées à 523,8 millions $, le BAIIA en hausse de 5,5 % a atteint 67,3 millions $ et nous avons dégagé un bénéfice net par action dilué de 1,86 $.

En plus d'investir 18,6 millions $ dans nos acquisitions de 2011, nous avons racheté de nos actions ordinaires aux fins d'annulation pour 10,5 millions $ - ainsi, dans les cinq dernières années, nous avons remis à nos actionnaires 52,9 millions $ sous forme de rachats d'actions. Au cours de 2011, nous avons versé des dividendes totalisant 9,3 millions $. Depuis 2002, grâce à la progression soutenue des résultats et à une situation financière impeccable, nous avons pu augmenter presque chaque année les dividendes à nos actionnaires tout en poursuivant notre stratégie d'expansion. Nous avons maintenu un niveau de dette très bas, soit de 5,5 millions $ au 30 novembre 2011, consistant principalement en des soldes à payer à court terme sur les acquisitions.

L'exercice s'est terminé avec d'importants actifs liquides. Notre fonds de roulement était de 167,3 millions $ et l'encaisse nette de 23,6 millions $. Avec ces liquidités et les flux monétaires que nous dégagerons en 2012, nous pourrons continuer d'investir dans les opportunités de croissance les plus rentables pour Richelieu et ses actionnaires.

LES ACQUISITIONS SONT UN AXE ESSENTIEL DE NOTRE CROISSANCE. AVEC LES ÉQUIPES PERFORMANTES DES ENTREPRISES ACQUISES, NOUS POURSUIVONS LEUR CYCLE D'INTÉGRATION ET DE MISE À PROFIT EN FOCALISANT SUR LES SYNERGIES DE VENTES, L'ÉCHANGE DE BONS PROCÉDÉS ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE.

La mise en commun de nos facteurs de succès respectifs, la création de synergies et l'adhésion à la culture d'entreprise tiennent un rôle de premier plan pour une intégration réussie et l'excellence du service. Ce sont pour nous des facteurs déterminants qui nous permettent d'atteindre nos objectifs de rentabilité et de création de valeur à la suite d'acquisitions. Avec la collaboration efficace des équipes qui se sont jointes à nous en 2010 et 2011, nous avons complété la phase d'intégration de nos systèmes et procédés et nous poursuivons le développement des synergies de ventes.

Au début de janvier 2011, l'acquisition d'**Outwater** qui opère un centre de distribution de produits de quincaillerie spécialisée et décorative à Lincoln Park, New Jersey, a ajouté à notre clientèle plusieurs milliers d'ébénisteries résidentielles et commerciales, fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bains et de meubles, répartis sur la côte Est et dans l'ensemble du marché américain. Nous avons accueilli une équipe chevronnée dont la stratégie opérationnelle est pleinement compatible avec la nôtre, notamment son approche « tout sous un même toit » et un service à la clientèle expérimenté et proche du client. Nous avons donc renforcé notre présence dans la grande région de New York-New Jersey où nous opérons maintenant trois centres de distribution performants.

Madico inc., acquise fin janvier 2011, est venue diversifier notre offre aux détaillants en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation avec plusieurs gammes de produits de protection de plancher, notamment la marque réputée Feltac [MC].

En mars 2011, nous avons renforcé notre présence dans le marché de Terre-Neuve en acquérant **Provincial Woodproducts**, une entreprise robuste et rentable qui s'est taillé une position dominante dans cette province. Elle opère à St. John's un centre de distribution qui dessert l'ensemble de ce marché.

L'évaluation de nos actifs est un processus continu, et en particulier après cette période de forte expansion, nous avons dû fusionner et agrandir certains centres de distribution en vue d'optimiser le service à la clientèle et améliorer notre efficacité opérationnelle. Ainsi, le centre de Montréal de Gordonply acquise en 2010 a été fusionné avec notre centre de distribution de Laval, et son centre de Mississauga avec nos opérations situées à Barrie, Ontario. Chaque année, nous investissons dans la modernisation de nos installations au Canada et aux États-Unis pour bien répondre à la demande et maximiser le rendement de nos actifs. En 2011, ce fut au tour de nos centres de distribution de Montréal et de Laval de bénéficier aussi d'un agrandissement majeur.

NOTRE STRATÉGIE D'INNOVATION NOUS ASSURE UNE CAPACITÉ DE DIFFÉRENTIATION UNIQUE DANS NOTRE MARCHÉ EN AMÉRIQUE DU NORD. C'EST UNE FAÇON DE CRÉER DE LA VALEUR POUR LE CLIENT ET UNE SOURCE INTARISSABLE DE CROISSANCE.

En cinq ans, notre clientèle a plus que doublé, et dans son ensemble, notre offre compte plusieurs centaines de milliers de produits en stocks et hors inventaire. Nous offrons une diversité de catégories incomparable dans notre domaine, incluant des innovations que nous sommes les seuls à mettre en marché en Amérique du Nord. Richelieu ne se contente pas d'être un catalyseur d'innovations mondiales, nous faisons aussi en sorte que le client puisse accéder au plus vaste choix de produits possible, de la façon la plus pratique, créative et efficace, et ce, tout en minimisant les stocks. Ainsi, nous permettons une diversité d'accès à notre offre. Celle-ci présente trois volets, soit :

- les quelque 90 000 produits présentement en stocks disponibles « sous un même toit » ;
- des produits que le client peut personnaliser lors de sa commande à partir d'une grande diversité de caractéristiques optionnelles disponibles sur notre site web ; et
- une variété de produits spécifiques, hors inventaire, en ventes virtuelles, conçus en collaboration avec nos clients et des fabricants sélectionnés pour leur rigueur opérationnelle, livrés ensuite par nos centres de distribution ou directement du fabricant au client.

Cette approche stratégique favorise une gestion rationnelle de nos stocks et de ceux de nos clients et contribue à leur différenciation et compétitivité.

Notre capacité d'innovation est tributaire de la gestion de notre offre de produits. Aussi, nous nous assurons constamment d'utiliser les outils de gestion les plus performants en vue de minimiser les coûts d'inventaires tout en visant un taux de service optimal pour nos clients.

De nombreuses innovations se sont ajoutées à notre offre en 2011 alliant fonctionnalité et design. Elles permettent la réalisation de concepts d'aménagement créatifs, fonctionnels et harmonieux, pour les marchés résidentiel, commercial et institutionnel. À titre d'exemple, notre nouvelle offre de produits et systèmes de quincaillerie escamotable répond aux besoins d'aménagement des espaces de vie réduits. Nos catégories de quincaillerie décorative et exclusive offrent une infinie diversité d'options traditionnelles et d'avant-garde, représentant un pourcentage important de nos ventes. Pour nos clients ébénistes, nous répondons à tous leurs besoins de produits de quincaillerie, incluant une large gamme de produits connexes, dont des outils de coupe et de séchage très performants que nous venons d'introduire à notre offre.

C'EST NOTRE FAÇON DE SERVIR NOS CLIENTS QUI FAIT DE NOUS UN PARTENAIRE DE CHOIX. NOTRE MODÈLE D'AFFAIRES EST BASÉ SUR LA CENTRALISATION DE L'INFORMATION DE GESTION, LA PROXIMITÉ AVEC NOS CLIENTS ET UNE LOGISTIQUE BIEN ADAPTÉE À LEURS BESOINS. PLUS QUE JAMAIS, L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE EST UN GAGE DE SUCCÈS AUPRÈS DE NOTRE CLIENTÈLE ET DE RENDEMENT POUR NOS ACTIONNAIRES.

Nous tenons à ce que nos clients bénéficient d'une efficacité de réaction optimale tant de la part de nos équipes locales que de nos services à distance. Tous nos canaux de service sont prioritaires que ce soit nos représentants, notre service de commandes téléphoniques, nos comptoirs de vente et notre site richelieu.com. En 2011, nous avons investi dans de nouveaux outils de gestion de la performance du service afin d'évaluer quotidiennement notre efficacité et de nous ajuster en conséquence.

Nous améliorons en continu notre gestion de l'information client afin de la rendre plus complète et mobile, et de favoriser une mise en marché plus rapide et efficace des nouvelles gammes.

Notre site web, unique dans notre industrie, et maintenant trilingue à la suite de l'ajout d'une version en espagnol, a été pourvu d'un grand nombre de configurateurs de produits qui permettent à nos clients de passer leurs commandes selon leurs propres spécifications dans un nombre accru de catégories. De plus, quelque 300 vidéos informatifs sur l'utilisation des produits ont été ajoutés. Notre site richelieu.com est maintenant largement utilisé et très apprécié de nos clients comme étant un outil de gestion pratique, fiable et efficace.

L'efficacité opérationnelle demeurera une priorité en 2012. Nous poursuivrons l'amélioration de nos méthodes et procédés et de nos systèmes à tous les niveaux, y compris notre chaîne d'approvisionnement, avec le support optimal de la technologie, afin de nous assurer de la meilleure affectation de nos ressources et d'une qualité de service irréprochable.

Comme par les années précédentes, nos clients seront au centre de nos décisions. Nous continuerons d'exécuter notre stratégie de croissance dont les principaux axes demeurent les mêmes, soit la croissance interne par le développement et l'approfondissement de marché, les synergies de ventes avec nos acquisitions et l'enrichissement continu de notre offre de produits par des innovations – à cela, s'ajouteront éventuellement de nouvelles acquisitions dans la mesure où elles renforceront notre positionnement et contribueront aux ventes et aux bénéfices.

Nous avons les meilleures ressources, la meilleure offre, la passion de l'innovation, des systèmes organisationnels efficaces et une vaste clientèle diversifiée pour relever les défis futurs.

Au cours de 2011, Richelieu a été honorée de plusieurs prix en tant que « fournisseur de l'année ». Nous remercions nos clients pour ces marques de reconnaissance dont toute notre équipe est fière.

Nous adressons nos remerciements à tous les partenaires de notre croissance, nos clients, nos actionnaires, nos fournisseurs, et bien sûr à tous les membres de notre équipe qui partagent des valeurs essentielles pour assurer l'avenir de Richelieu et demeurer en tête de notre marché en Amérique du Nord.

Le président et chef de la direction,

(Signé) Richard Lord

CHEF DE FILE EN AMÉRIQUE DU NORD AU SERVICE DE QUELQUE 70 000 CLIENTS FABRICANTS ET DÉTAILLANTS

60 CENTRES

CANADA

34 CENTRES DE DISTRIBUTION

St. John's, Dartmouth, Moncton, Drummondville, Québec (3), Montréal, Longueuil (2), Laval (2), Ottawa, Toronto (2), Barrie, Kitchener, Sudbury, Thunder Bay, Winnipeg, Regina, Saskatoon, Edmonton (2), Calgary (3), Kelowna, Vancouver (4), Victoria (2)

+ 2 CENTRES DE FABRICATION

Longueuil, Notre-Dame-Des-Pins

ÉTATS-UNIS

24 CENTRES DE DISTRIBUTION

Boston, Hartford, New York, Avenel, Lincoln Park, Syracuse, Raleigh, Riviera Beach, High Point, Dania, Pompano, Hialeah, Charlotte, Greenville, Cleveland, Columbus, Detroit, Atlanta, Cincinnati, Louisville, Nashville, Chicago, Seattle, Portland

PLUSIEURS DÉCENNIES DE COLLABORATION CRÉATIVE ET FRUCTUEUSE AVEC LES ARCHITECTES ET LES DESIGNERS

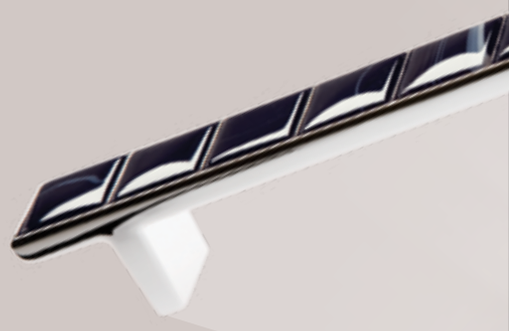
À ces spécialistes qui conçoivent leurs projets en alliant des considérations esthétiques, techniques, fonctionnelles et ergonomiques, nous visons à offrir le maximum de service et d'accompagnement pour l'exécution de leurs concepts. Nous avons mis au point des sessions d'information sur nos produits et innovations spécifiquement à leur intention. Notre stratégie d'innovation fait en sorte que notre offre de solutions décoratives et fonctionnelles réponde à tous les projets architecturaux et décoratifs de type résidentiel, commercial et industriel. Les multiples atouts de nos produits facilitent la réalisation de concepts polyvalents et des plus créatifs. Nous sommes fiers de collaborer avec ces partenaires influents, de leur apporter notre support tout en bénéficiant de leurs avis.

Éviers, lavabos, robinetterie et accessoires

Systèmes de rangement de garde-robe

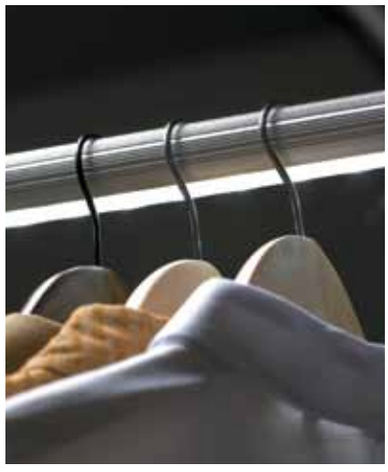
ACCÈS MULTIPLES, FACILES ET INSTANTANÉS À NOS PRODUITS

Nos clients sont pour la plupart des entrepreneurs, bâtisseurs de petites et moyennes entreprises, qui doivent surprendre agréablement leurs clients en vue de maintenir une bonne capacité concurrentielle. Nous comprenons leurs enjeux et leur souci d'efficacité en leur permettant, en tout temps et où qu'ils se trouvent, d'accéder à toutes nos catégories de produits et à l'entière documentation sur notre offre, et de passer leurs commandes à partir de leur téléphone cellulaire ou de leur tablette électronique.
Ils ont accès également à nos produits – dans nos 58 salles d'exposition jumelées à nos centres de distribution – en rencontrant nos spécialistes qui se rendent sur place – par l'entremise de nos responsables des ventes au téléphone – et par notre site richelieu.com.



Nouvelle gamme d'outils spécialisés

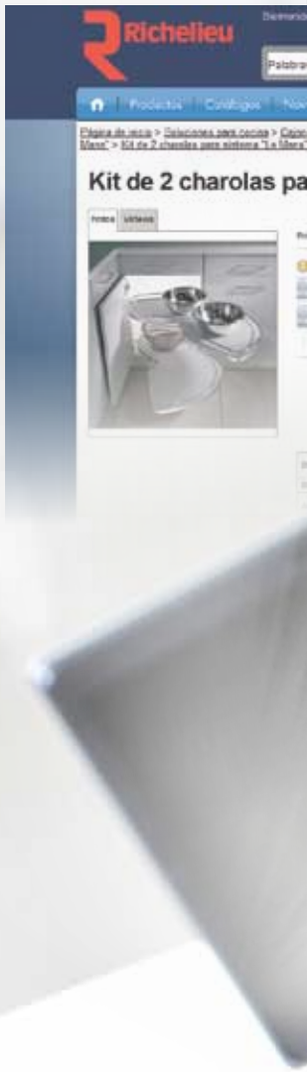
Mécanismes pour divan-lit

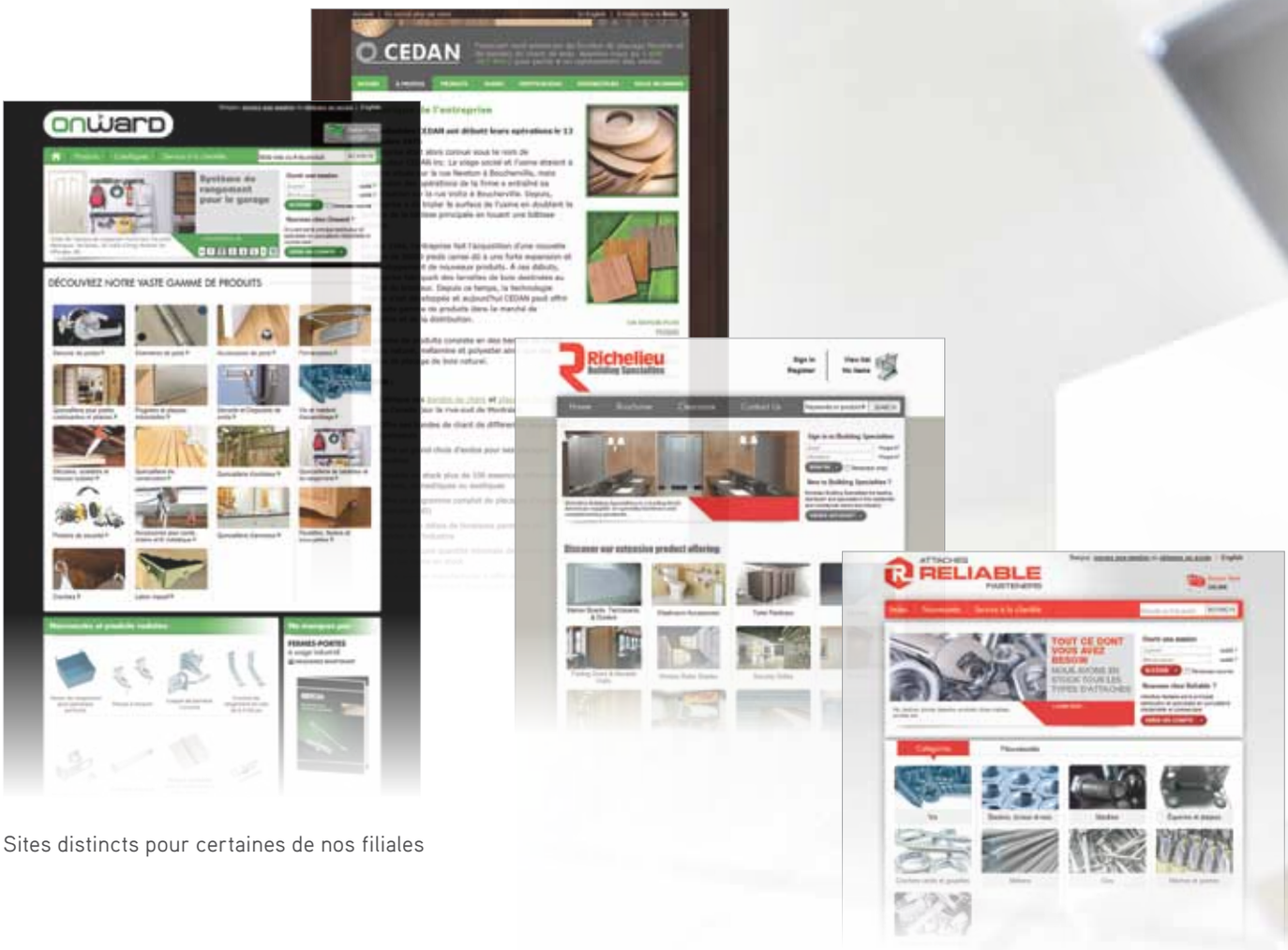


Tringles lumineuses pour garde-robe

RICHELIEU. COM
L'OUTIL INFORMATIF ET TRANSACTIONNEL LE PLUS COMPLET ET DOCUMENTÉ DANS NOTRE DOMAINE

Le nombre de commandes et nos ventes en ligne ont augmenté de 30 % et de 22 % respectivement, par rapport à 2010, et de 40 % et 37 % par rapport à 2009. Cette progression témoigne de la qualité hors pair de notre site. Parfaitement accessible et ergonomique, trilingue et porteur d'une documentation exhaustive sur les produits, y compris des configurateurs et des centaines de vidéos d'utilisation, ce site est un outil de choix pour faciliter les affaires de nos clients fabricants et détaillants, qui peuvent y sélectionner les produits, passer leurs commandes et acquitter directement leurs factures. Nos produits y sont mis en application afin d'informer concrètement clients, architectes, designers et tout visiteur désireux d'y trouver une source d'inspiration pour leurs projets d'aménagement intérieur. À la suite de l'expansion réalisée ces dernières années, nous avons mis en service des sites distincts pour certaines de nos filiales.





Sites distincts pour certaines de nos filiales

Richelieu
Bonjour, ouvrez une session ou obtenez un accès
Français - Canada
Mots-clés ou # de produit
RECHERCHE
Produits
Catalogues
Nouveautés
Offres spéciales
Projets
Service à la clientèle
LE CHEF DE FILE EN QUINCAILLERIE SPÉCIALISÉE
· Plus de 75 000 produits.
· 60 000 clients.
· 60 centres de distribution en Amérique du Nord.
Ouvrir une session
ACCÉDER
Nouveau chez Richelieu ?
CRÉER UN COMPTE
Catégories
Nouveautés
Quincaillerie décorative
Vis et matériel d'assemblage
Pattes et roulettes
Accessoires de cuisine
Éclairage
Portes et échelles coulissantes
Portes et façades de tiroir d'acrylique 18mm
1 - Couleur: Rouge 5059
2 - Rayon: 2 mm (Standard)
3 - Ouverture à main (pull-out) - Sélectionner type: Type A (ouverture à main à angle)
4 - Ouverture à main (pull-out) - Sélectionner positionnement: Horizontal
5 - Ouverture: Verticale
6 - Quantité : produit PAR565521HV
VUE ARRIÈRE
VUE AVANT
VUE ARRIÈRE
porte gauche
porte droite
ra sistema "Le Mans"
BÚSQUEDA
AÑADIR A FAVORITOS

UNE LOGISTIQUE DE DISTRIBUTION CONÇUE EN FONCTION DES ENJEUX DES CLIENTS ET DE NOTRE OBJECTIF DE RENTABILITÉ

De la sélection des produits auprès des fabricants les plus créatifs et renommés au monde pour répondre aux besoins de nos clients et devancer leurs attentes, en passant par la prise de commande, jusqu'à la livraison à temps des produits au client – toutes les étapes de notre chaîne d'approvisionnement sont gérées en fonction d'un objectif de valeur ajoutée pour le client et pour Richelieu.

Nous avons le support efficace de nos équipes de marketing et de logistique et chaîne d'approvisionnement ainsi que de nos outils technologiques de pointe pour commercialiser nos produits plus rapidement, à moindre coûts, en offrant le meilleur service pour nos clients – en visant « le traitement parfait de la commande ».

Stratifiés décoratifs métallisés

Richelieu
Richelieu
Richelieu

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Bien que, depuis longtemps nous ayons intégré des principes sociaux et environnementaux à notre stratégie, nos activités et nos interactions avec nos partenaires d'affaires, certaines préoccupations, notamment d'ordre environnemental, se sont faites plus mobilisantes dans les dernières années. Avec l'engagement de notre équipe, nos mesures de contrôle et l'utilisation optimale de la technologie, nous respectons nos principes internes de développement durable et les réglementations environnementales.

Responsabilité sociale – Notre culture d'entreprise est fondée sur l'éthique et la bonne gouvernance – sur des valeurs de respect et d'excellence, la capacité d'initiative, la créativité et l'innovation – sur une politique de rémunération favorisant la rétention des meilleures ressources, l'observance sans faille des mesures de sécurité et le développement des compétences professionnelles reliées aux activités de l'entreprise par nos programmes de formation. Cette culture valorise le partenariat et favorise la satisfaction des membres de notre équipe, la productivité et la compétitivité de l'entreprise. Nous veillons à son maintien et à son partage par les nouvelles équipes qui se joignent à nous à la suite de nos acquisitions.

Responsabilité environnementale – De par leur nature, nos activités de distribution et de fabrication ont un impact très minime sur l'environnement. Mais toute entreprise a un impact environnemental, aussi réduit soit-il. Cependant, notre équipe a développé une forte conscience environnementale, qui se traduit autant que possible par une utilisation minimale du papier, la tenue de sessions de formation et de réunions en téléconférence, la transmission électronique des rapports de gestion, la réduction de l'emballage des produits, l'utilisation de papier recyclé et d'encre végétale, et le recyclage systématique des déchets, des contenants et des composantes de métal et plastique des stocks obsolètes. Par ailleurs, nos clients utilisent de plus en plus notre site web richelieu.com pour passer leurs commandes et acquitter leurs factures, ce qui a un impact significatif sur la réduction de l'utilisation du papier et des produits d'impression.

Une offre étendue de produits certifiés « verts » – Dès que les premiers produits de quincaillerie décorative et fonctionnelle de qualité, reconnus et certifiés « verts » ont vu le jour, nous les avons intégrés à notre offre, qui en compte maintenant un nombre important. Mentionnons notamment les produits certifiés FSC, Greenguard et LEED – les panneaux verts composés de bambou et exempts de formaldéhyde, une vaste gamme de systèmes d'éclairage DEL à faible consommation d'énergie, une offre diversifiée de produits de finition et colles sans solvants, à base d'eau ainsi que des produits fabriqués avec des matières recyclées dont les panneaux alvéolés, légers et très résistants utilisés par nos clients pour la fabrication d'étagères et meubles divers.

FSC GREENGUARD Environmental Institute LEED CANADA POUR LES HABITATIONS

Antibactérien

ADMINISTRATEURS

Robert Chevrier
Président du conseil d'administration
Quincaillerie Richelieu Ltée
Président
Société de Gestion Roche inc.
Administrateur de sociétés

Richard Lord
Président et chef de la direction
Quincaillerie Richelieu Ltée

Mathieu Gauvin (1)
Vice-président
RSM Richter Inc.

Jean Douville (2)
Président du conseil d'administration
UAP inc.
Président du conseil d'administration
Banque Nationale du Canada
Administrateur de sociétés

Pierre Bourgie (1)
Président et chef de la direction
Société financière Bourgie (1996) inc.
Président
Ipso Facto
Administrateur de sociétés

Denyse Chicoyne (1)
Administratrice de sociétés

Robert Courteau (2)
Président et chef de la direction
Courteau Mainville Management inc.

Jocelyn Proteau (2)
Administrateur de sociétés

(1) Membre du comité d'audit
(2) Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

DIRIGEANTS

Richard Lord
Président et chef de la direction

Antoine Auclair
Vice-président
et chef de la direction financière

Normand Guindon
Vice-président et directeur général
— Opérations

Guy Grenier
Vice-président, ventes et marketing
— Industriel

Christian Ladouceur
Vice-président, ventes et marketing
— Détaillants

Éric Daignault
Directeur général de divisions

Marion Kloibhofer
Directrice générale
— Centre du Canada

John Statton
Directeur général
— Ouest du Canada

Charles White
Directeur général
— États-Unis

Christian Dion
Directeur — ressources humaines

Geneviève Quevillon
Directrice — logistique et chaîne d'approvisionnement

Hélène Lévesque
Secrétaire corporative

Rapport de gestion

Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

Exercice clos le 30 novembre 2011

TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants de l'exercice 2011 21

Énoncés prospectifs 22

Aperçu général des activités de l'entreprise au 30 novembre 2011 22

Mission et stratégie 23

Points saillants financiers 23

Analyse des résultats d'exploitation 24

Résumé des résultats trimestriels et 4e trimestre de 2011 25

Situation financière 26
- Analyse des principaux mouvements de trésorerie 26
- Analyse du bilan 26

Engagements contractuels 27

Instruments financiers 27

Contrôles et procédures 27

Principales méthodes comptables et normes internationales d'information financière 28

Principales méthodes et estimations comptables 31

Gestion des risques 32

Valeur boursière 33

Données sur les actions au 26 janvier 2012 33

Perspectives 33

Renseignements complémentaires 33

Faits saillants de l'exercice clos le 30 novembre 2011

L'exercice 2011 se distingue avec des ventes qui ont passé le cap des 500 millions $ à la suite d'une croissance de 17,2 %, avec des bénéfices en hausse et de nouveaux investissements réalisés pour le futur. Tout en maintenant une situation financière impeccable, la Société a complété trois acquisitions au cours de 2011, qui se sont ajoutées aux six entreprises acquises en 2010 ; elle a investi dans le rachat de ses actions ordinaires en circulation pour un montant de 10,5 millions $, et versé des dividendes de 9,3 millions $ aux actionnaires. Dans la conjoncture mouvementée de 2011, Richelieu s'est démarquée par des gains de parts de marché en Amérique du Nord, en plus de bénéficier des retombées de ses acquisitions de 2010 et 2011. En particulier aux États-Unis où le ralentissement économique s'est maintenu, elle a réalisé une excellente croissance interne et une forte croissance par acquisition lui permettant d'atteindre des ventes de 100 millions $ US. Dans l'ensemble, cette performance a été rendue possible grâce à sa culture d'entreprise axée sur le service au client et sur la qualité d'exécution, à l'efficacité de son modèle d'affaires, au dynamisme et à l'expertise de sa force de vente, au développement de synergies de ventes avec les entreprises acquises, et à sa capacité à mettre en marché des innovations qui anticipent les besoins des clients et s'intègrent dans une diversité de produits incomparable.

- Les ventes consolidées ont atteint 523,8 millions $, en hausse de 17,2 % sur celles de 2010.
- Le bénéfice avant impôts, intérêts, amortissement et part des actionnaires sans contrôle (BAIIA) (1) s'est élevé à 67,3 millions $, en hausse de 5,5 %.
- Le bénéfice net des activités poursuivies s'est établi à 39,5 millions $ – soit 1,88 $ par action (de base) et 1,86 $ (dilué), comparativement à 1,79 $ par action (de base) et 1,78 $ (dilué) en 2010, en hausse respectivement de 5,0 % et de 4,5 %.
- La marge BAIIA est passée à 12,9 %, comparativement à 14,3 % pour 2010.
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 38,5 millions $, en hausse de 9,0 % sur ceux de 2010.
- Le fonds de roulement s'est chiffré à 167,3 millions $, en hausse de 2,8 % sur celui au 30 novembre 2010 – soit un ratio de 4,0:1, et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont totalisé 29,1 millions $.
- La dette portant intérêt était de 5,5 millions $ au terme de l'exercice, dont 1,2 million $ de dette à long terme.
- Richelieu a versé des dividendes de 9,3 millions $ à ses actionnaires en hausse de 19,3 % et représentant 23,5 % du bénéfice net de l'exercice, et elle a racheté des actions ordinaires en circulation (RCH) dans le cours normal des activités pour un montant de 10,5 millions $.
- Trois nouvelles acquisitions ont été clôturées en 2011, soit les principaux éléments d'actif net d'Outwater Hardware (Lincoln Park, New Jersey, É.-U.), la totalité des actions ordinaires en circulation de Madico Inc. (Québec, Qc) et 85 % des actions ordinaires en circulation de Provincial Woodproducts Ltd. (St-John's, Terre-Neuve).

(1) Mesure non conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada, telle que décrite à la page 22.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats consolidés et les flux de trésorerie de Quincaillerie Richelieu Ltée pour l'exercice clos le 30 novembre 2011, en comparaison avec l'exercice clos le 30 novembre 2010, de même que sur la situation financière de la Société à ces dates. Ce rapport devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 30 novembre 2011 et les notes afférentes présentés dans le rapport annuel de la Société. Dans le présent rapport de gestion, « Richelieu » ou la « Société » désigne, selon le cas, Quincaillerie Richelieu Ltée et ses filiales et divisions ou l'une de ses filiales ou divisions. Certains documents complémentaires dont la notice annuelle, les rapports de gestion intermédiaires, la circulaire de sollicitation de procuration par la direction, les lettres d'attestation signées par le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société ainsi que les communiqués de presse émis au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2011, sont disponibles sur le site internet de SEDAR (www.sedar.com).

Les renseignements contenus dans ce rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu avant le 26 janvier 2012, date de l'approbation des états financiers consolidés audités et du rapport de gestion annuel par le conseil d'administration de la Société. À moins qu'il n'en soit indiqué autrement, l'information financière présentée ci-après, ainsi que les montants apparaissant aux tableaux, sont exprimés en dollars canadiens et préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Les états financiers consolidés du quatrième trimestre clos le 30 novembre 2011 n'ont fait l'objet ni d'un audit ni d'une mission d'examen par les auditeurs de la Société.

Richelieu utilise le bénéfice avant impôts sur les bénéfices, intérêts, amortissement et part des actionnaires sans contrôle (« BAIIA »), car cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel de la Société. Cette donnée est un indicateur financier largement accepté de la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Cependant, les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les produits d'exploitation ou le bénéfice net, un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité. Étant donné que le BAIIA n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR, il pourrait ne pas être comparable aux BAIIA d'autres sociétés.

Richelieu utilise également les flux monétaires des activités poursuivies et les flux monétaires des activités poursuivies par action. Les flux monétaires des activités poursuivies sont établis à partir du bénéfice net des activités poursuivies auquel s'ajoutent les charges d'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, la charge (ou recouvrement) d'impôts futurs, la charge (ou recouvrement) de la part des actionnaires sans contrôle et la charge relative à la rémunération à base d'actions, tous attribuables aux activités poursuivies. Ces mesures additionnelles ne tiennent pas compte de la variation des éléments hors caisse du fond de roulement afin d'exclure les effets de saisonnalité et sont utilisées par la direction dans ses évaluations des liquidités générées par l'exploitation à long terme.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion, notamment les énoncés qui portent sur la suffisance prévue des flux de trésorerie pour couvrir les engagements contractuels de la Société, assurer sa croissance et couvrir ses activités de financement et d'investissement, les perspectives de croissance, la position concurrentielle de Richelieu au sein de son industrie, la capacité de Richelieu à faire face à la conjoncture économique actuelle et à accéder à d'autres financements externes, la réalisation de nouvelles acquisitions, l'optimisation des synergies qui en découlent et leur impact sur les ventes et d'autres énoncés ne portant pas sur des faits passés, constituent des énoncés prospectifs. Dans certains cas, ces énoncés sont identifiés par l'utilisation de mots comme « peut », « fera », « ferait », « a l'intention », « compte », « devrait », « s'attend », « projette », « prévoit », « croit », « estime » ou de la forme négative de ces expressions ou autres variantes comparables. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de la direction, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs, y compris les hypothèses suivantes : la conjoncture économique et les taux de change ne se détérioreront pas de façon significative, les frais d'exploitation n'augmenteront pas considérablement, les livraisons suffiront à répondre aux besoins de Richelieu, la disponibilité du crédit demeurera stable tout au long de l'exercice et aucun événement extraordinaire n'exigera de dépenses en immobilisations supplémentaires.

Bien que la direction considère ces hypothèses et attentes comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi sujets, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes tels que, notamment, ceux reliés à l'industrie, aux acquisitions, aux relations de travail, au crédit, aux dirigeants clés, à l'approvisionnement et à la responsabilité du fait du produit, et d'autres facteurs mentionnés aux présentes (se reporter à la rubrique « Gestion des risques » de ce rapport de gestion et de la notice annuelle, disponible sur SEDAR à www.sedar.com).

Les résultats réels de Richelieu pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'éléments spéciaux ou encore d'un regroupement d'entreprises ou d'une autre opération qui pourraient être annoncés ou avoir lieu après la date des présentes. Richelieu n'a aucune obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs pour refléter de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois applicables.

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE au 30 novembre 2011

Quincaillerie Richelieu Ltée a acquis une position de chef de file en Amérique du Nord en tant qu'importateur, distributeur et fabricant de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires.

Ses produits sont destinés à une importante clientèle de **fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bains, de meubles, de portes et fenêtres et d'ébénisterie résidentielle et commerciale**, ainsi qu'à une vaste clientèle de **détaillants en quincaillerie, incluant les grandes surfaces de rénovation**. Le marché de la rénovation résidentielle et commerciale est la principale source de croissance de l'entreprise.

Richelieu offre à ses clients une large sélection de produits qui proviennent de fabricants du monde entier. Les liens solides que la Société a développés avec des fournisseurs chefs de file mondiaux lui permettent d'offrir à ses clients les produits les plus novateurs et appropriés à leurs affaires. L'offre de Richelieu regroupe **quelque 90 000 articles différents** s'adressant à **près de 70 000 clients actifs**, qui sont desservis par **60 centres en Amérique du Nord**, dont 34 centres de distribution au Canada et 24 aux États-Unis ainsi que deux usines de fabrication au Canada.

Parmi les principales catégories de produits de Richelieu, mentionnons les produits de quincaillerie fonctionnelle pour armoires de cuisine et les produits d'assemblage pour la fabrication de meubles et d'armoires de cuisine, les produits de quincaillerie décorative, les laminés à haute pression, les panneaux décoratifs et utilitaires, les accessoires de cuisine, les éléments de poste de travail ergonomique, les produits de finition, les tableaux et panneaux d'affichage. Richelieu est aussi spécialisée dans la fabrication d'une grande variété de gammes de placages et de bandes de chant par l'intermédiaire de sa filiale Les Industries Cedan inc., de composantes pour l'industrie des portes et fenêtres et de moulures par l'entremise de Menuiserie des Pins Ltée ainsi que de produits de protection de plancher à la suite de l'acquisition de Distribution Madico inc. De plus, la Société fait fabriquer certains de ses produits en Asie selon ses spécifications et celles de ses clients.

La Société emploie près de 1 600 personnes qui œuvrent au siège social et dans l'ensemble de son réseau, dont près de la moitié dans des responsabilités reliées au marketing, à la vente et au service à la clientèle. Près de 70 % des employés sont actionnaires de Richelieu.

MISSION ET STRATÉGIE

Richelieu a pour mission de créer de la valeur pour ses actionnaires et de contribuer à la croissance et au succès de ses clients, tout en favorisant une culture d'entreprise axée sur la qualité du service et les résultats, le partenariat et l'intrapreneurship.

Pour soutenir sa croissance et demeurer le chef de file de son marché spécialisé, la Société continue de suivre la stratégie qui lui a été bénéfique jusqu'à présent et dont les principaux axes sont les suivants :

- renforcer continuellement son offre en introduisant chaque année de nouveaux produits diversifiés, qui répondent aux besoins de ses marchés et la positionnent comme le spécialiste de la quincaillerie fonctionnelle et décorative pour les fabricants et les détaillants ;
- approfondir et développer ses marchés actuels au Canada et aux États-Unis avec l'appui d'une force de vente et de marketing spécialisée, permettant un service personnalisé aux clients ; et
- poursuivre son expansion en Amérique du Nord par des ouvertures de centres de distribution et par des acquisitions efficacement intégrées et rentables, réalisées à juste prix, et présentant un fort potentiel de croissance et une bonne complémentarité sur le plan des produits et de l'expertise.

Avec une organisation solide et efficace, une offre de produits très diversifiée et des relations d'affaires de longue date avec d'excellents fournisseurs à travers le monde, Richelieu est bien positionnée pour continuer de mener une concurrence efficace au sein d'une industrie très fragmentée, et principalement composée d'une multitude de petits distributeurs régionaux offrant une gamme limitée de produits.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS (audités) [1]

(en milliers de $, sauf les données par action, le nombre d'actions et les données exprimées en %)

Exercices clos les 30 novembre	2011 $	2010 $	2009 $	2008 $
Ventes	523 786	446 963	415 592	427 536
BAIIA	67 319	63 832	51 588	58 433
Marge BAIIA (%)	*12,9*	*14,3*	*12,4*	*13,7*
Bénéfice net des activités poursuivies [1]	39 492	38 574	30 605	35 733
▪ de base par action ($)	1,88	1,79	1,39	1,57
▪ dilué par action ($)	1,86	1,78	1,39	1,56
Flux monétaires des activités poursuivies [2]	50 057	45 059	37 310	43 033
▪ par action ($)	2,35	2,08	1,69	1,88
Bénéfice net [1]	39 492	39 233	30 404	35 607
▪ de base par action ($)	1,88	1,82	1,38	1,56
▪ dilué par action ($)	1,86	1,81	1,38	1,56
Dividendes en espèces versés sur les actions	9 267	7 768	7 032	7 301
▪ par action ($)	0,44	0,36	0,32	0,32
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) (en milliers)	21 262	21 705	22 019	22 785
Aux 30 novembre				
Actifs totaux	344 132	320 816	286 928	273 484
Fonds de roulement	167 254	162 727	150 485	130 865
Avoir des actionnaires	275 634	253 869	240 500	228 234
Rendement de l'avoir moyen des actionnaires (%)	14,9	15,9	13,0	16,3
Valeur comptable ($)	13,22	12,01	11,04	10,39
Dette totale portant intérêt	5 544	2 858	668	649
Ratio de la dette portant intérêt sur l'avoir des actionnaires (%)	2,0	1,1	0,3	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 095	39 289	48 442	6 126

(1) La Société a abandonné ses activités de vente de céramiques et a vendu l'inventaire de ces produits au cours du premier trimestre de 2010. Les résultats et les flux de trésorerie ont été ajustés à la suite de la reclassification des résultats des activités de vente de céramiques dans les activités abandonnées.

(2) Les flux monétaires des activités poursuivies et les flux monétaires des activités poursuivies par action sont des mesures non conformes aux PCGR. Les flux monétaires des activités poursuivies présentés ci-dessus sont composés des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et excluent la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement. Se référer aux mises en garde sur les mesures non conformes aux PCGR à la page 22 de ce rapport.

ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2011, COMPARATIVEMENT À CEUX DE L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2010

Ventes consolidées [1]

(en milliers de $ sauf le taux de change)

Exercices clos les 30 novembre	2011 $	2010 $	%
Canada	424 609	379 086	+ 12,0
États-Unis ($ CA)	99 177	67 877	+ 46,1
($ US)	100 454	65 720	+52,9
Taux de change moyen	*0,9873*	*1,0328*	
Ventes consolidées	523 786	446 963	+ 17,2

(1) La Société a abandonné ses activités de vente de céramiques et a vendu l'inventaire de ces produits au cours du premier trimestre de 2010. Les résultats et les flux de trésorerie ont été ajustés à la suite de la reclassification des résultats des activités de vente de céramiques dans les activités abandonnées.

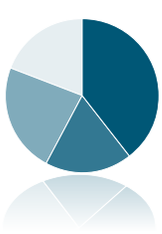
Richelieu a réalisé des **ventes consolidées** de 523,8 millions $, en hausse de 76,8 millions $ ou 17,2 % sur celles de l'exercice 2010, dont 1,2 % de croissance interne et 16,0 % provenant des acquisitions réalisées en 2010 et 2011.

Les ventes aux **fabricants** ont atteint 446,6 millions $, contre 370,6 millions $ pour l'exercice 2010, soit une hausse de 76,0 millions $ ou 20,5 %, dont 2,4 % de croissance interne et 18,1 % résultant des acquisitions. Tous les segments de clientèle et les marchés géographiques de la Société ont apporté une solide contribution à cette croissance, avec une plus forte participation de la part des segments des fabricants d'armoires de cuisine et des ébénisteries résidentielles et commerciales. Dans le marché des **détaillants** en quincaillerie et grandes surfaces de rénovation, Richelieu a réalisé des ventes de 77,2 millions $, comparativement à 76,4 millions $ pour l'exercice 2010. Cette hausse de 1,0 % est attribuable à l'apport de Gordonply et de Madico au Canada ainsi qu'à celui du marché des détaillants aux États-Unis que Richelieu a commencé à pénétrer avec succès notamment au deuxième semestre. Ces contributions ont compensé la décroissance interne de 7,2 % au Canada causée par les mauvaises conditions climatiques du printemps 2011 et par le climat d'incertitude économique qui a influé sur la confiance des consommateurs, tel qu'indiqué par les détaillants eux-mêmes.

Au Canada, les ventes se sont élevées à 424,6 millions $, comparativement à 379,1 millions $ pour l'exercice 2010. Cette hausse de 45,5 millions $ ou 12,0 % reflète entièrement les contributions de Gordonply, PJ White, Madico et Provincial. Les ventes dans le marché des **fabricants** se sont établies à 350,7 millions $, contre 303,8 millions $ pour l'exercice 2010, soit une hausse de 46,9 millions $ ou 15,4 %, dont 1,8 % de croissance interne et 13,6 % résultant des acquisitions. Les ventes dans le marché des **détaillants** se sont établies à 73,9 millions $, contre 75,3 millions $ pour l'exercice 2010, soit une baisse de 1,9 % causée par les deux principaux facteurs évoqués précédemment.

Aux États-Unis, les ventes ont fait un bond de 52,9 % ou 34,7 millions $ US pour s'élever à 100,5 millions $ US. Cette forte augmentation provient d'une excellente croissance interne de 12,8 % et des contributions de Raybern, New Century, E.Kinast et Outwater pour 40,1 %. En dollars canadiens, les ventes ont atteint 99,2 millions $, comparativement à 67,9 millions $ pour l'exercice 2010. Elles ont représenté 18,9 % des ventes consolidées de l'exercice 2011. Les ventes aux **fabricants** se sont élevées à 95,9 millions $, contre 66,8 millions $ pour l'exercice 2010, soit une hausse de 29,1 millions $ ou 43,6 %. Quant aux ventes au marché des détaillants, elles ont plus que triplé pour s'établir à 3,3 millions $.

Ventes



Est du Canada et provinces atlantiques 39,5 %
Ontario 18,5 %
Ouest du Canada 23,0 %
États-Unis 19,0 %

Fabricants 85 %
Détaillants 15 %

BAIIA consolidé et marge bénéficiaire BAIIA [1]

(en milliers de $, sauf indication contraire)

Exercices clos les 30 novembre	2011 $	2010 $
Ventes	523 786	446 963
BAIIA	67 319	63 832
Marge bénéficiaire BAIIA (%)	*12,9*	*14,3*

(1) La Société a abandonné ses activités de vente de céramiques et a vendu l'inventaire de ces produits au cours du premier trimestre de 2010. Les résultats et les flux de trésorerie ont été ajustés à la suite de la reclassification des résultats des activités de vente de céramiques dans les activités abandonnées.

Le bénéfice avant impôts, intérêts, amortissement et part des actionnaires sans contrôle (BAIIA) s'est élevé à 67,3 millions $, en hausse de 5,5 % sur celui de l'exercice 2010, notamment en raison de l'augmentation des ventes. **La marge bénéficiaire brute** a été influencée à la baisse principalement par les marges bénéficiaires de certaines acquisitions réalisées au cours de 2010 et 2011 qui sont plus basses que celles de Richelieu compte tenu de leurs mix de produits différents, et par la marge brute des opérations aux États-Unis alors que la conjoncture économique a exercé des pressions à la baisse sur les prix de vente des produits. Ces deux principaux facteurs conjugués aux dépenses accrues de mise en marché de différentes gammes de produits et à la hausse des frais d'opération reliée aux acquisitions récentes ont influé sur **la marge bénéficiaire BAIIA des activités poursuivies** qui s'est établie à 12,9 %, comparativement à 14,3 % pour l'exercice 2010.

La charge d'impôts sur les bénéfices a augmenté de 0,7 million $ pour s'établir à 19,4 millions $ dû aux variations des résultats par région où la Société et ses filiales sont assujetties à des autorités fiscales imposant des taux d'impôts qui diffèrent l'une de l'autre.

Bénéfice net consolidé [1]

(en milliers de $, sauf indication contraire)

Exercices clos les 30 novembre	2011 $	2010 $
BAIIA	67 319	63 832
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	8 045	6 463
Frais financiers	(13)	(201)
Impôts sur les bénéfices	19 416	18 698
Part des actionnaires sans contrôle	379	298
Bénéfice net des activités poursuivies	39 492	38 574
Marge bénéficiaire nette (%) des activités poursuivies	*7,5*	*8,6*
Bénéfice net des activités abandonnées	–	659
Bénéfice net	39 492	39 233
Marge bénéficiaire nette (%)	*7,5*	*8,8*
Résultat étendu	39 438	37 990

(1) La Société a abandonné ses activités de vente de céramiques et a vendu l'inventaire de ces produits au cours du premier trimestre de 2010. Les résultats et les flux de trésorerie ont été ajustés à la suite de la reclassification des résultats des activités de vente de céramiques dans les activités abandonnées.

La Société a dégagé **un bénéfice net des activités poursuivies** de 39,5 millions $, en hausse de 2,4 % sur celui de l'exercice 2010 qui se chiffrait à 38,6 millions $ excluant un gain net d'impôt relatif aux activités abandonnées de 0,7 million $ ou 0,03 $ par action comptabilisé au premier trimestre de 2010. **Le bénéfice net des activités poursuivies par action** s'est élevé à 1,88 $ (de base) et 1,86 $ (dilué), comparativement à 1,79 $ (de base) et 1,78 $ (dilué) pour l'exercice 2010, excluant le bénéfice de 0,03 $ par action lié aux activités abandonnées, soit une hausse de 5,0 % et de 4,5 % respectivement.

Le résultat étendu s'est chiffré à 39,4 millions $ compte tenu d'un écart négatif de moins de 0,1 million $ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis, comparativement à 38,0 millions $ pour l'exercice 2010, compte tenu d'un écart négatif de 1,2 million $ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS [1] (non audités)

(en milliers de $, sauf les montants par action)

Trimestres	1	2	3	4
2011				
▪ **Ventes**	**113 192**	**139 178**	**136 132**	**135 284**
▪ **BAIIA**	**12 063**	**17 194**	**19 155**	**18 907**
▪ **Bénéfice net**	**7 004**	**10 006**	**11 300**	**11 182**
par action de base	**0,33**	**0,48**	**0,54**	**0,53**
par action dilué	**0,33**	**0,47**	**0,53**	**0,53**
2010 [2]				
▪ Ventes	95 183	117 960	115 957	117 863
▪ BAIIA	10 880	18 764	17 054	17 134
▪ Bénéfice net	7 002	11 502	10 348	10 381
par action de base	0,32	0,53	0,48	0,49
par action dilué	0,32	0,53	0,48	0,48
2009				
▪ Ventes	91 924	107 900	107 181	108 587
▪ BAIIA	8 077	12 593	14 929	15 989
▪ Bénéfice net	4 348	7 306	8 870	9 880
par action de base	0,20	0,33	0,40	0,45
par action dilué	0,20	0,33	0,40	0,45

(1) La Société a abandonné ses activités de vente de céramiques et a vendu l'inventaire de ces produits au cours du premier trimestre de 2010. Les résultats et les flux de trésorerie publiés dans les périodes précédentes ont été ajustés à la suite de la reclassification des résultats des activités de vente de céramiques dans les activités abandonnées.

(2) Le bénéfice net par action (de base et dilué) tient compte de la contribution des activités abandonnées de 0,03 $ par action réalisée durant le premier trimestre de 2010.

Variations trimestrielles — Le premier trimestre clos le 28 février est généralement la période la plus faible de l'exercice pour Richelieu, en raison principalement d'un nombre moindre de jours ouvrables dû aux fêtes de fin d'année et d'un ralentissement des travaux de rénovation et de construction au cours des mois d'hiver. Le troisième trimestre clos le 31 août compte aussi un nombre moindre de jours ouvrables en raison des vacances estivales, ce qui peut se refléter dans les résultats de la période. Quant aux deuxième et quatrième trimestres se terminant respectivement les 31 mai et 30 novembre, ils constituent historiquement les périodes les plus actives de l'exercice.

Note : Pour obtenir plus de renseignements sur la performance des premier, deuxième et troisième trimestres de l'exercice 2011, le lecteur est prié de se référer aux rapports de gestion intermédiaires disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

QUATRIÈME TRIMESTRE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2011

Les ventes consolidées du quatrième trimestre se sont élevées à 135,3 millions $, en hausse de 17,4 millions $ sur celles du trimestre correspondant de 2010, ou de 14,8 % dont 2,1 % de croissance interne et 12,7 % provenant des contributions de PJ White (acquise le 30 novembre 2010), d'Outwater, de Madico et de Provincial Woodproducts (acquises au premier semestre de l'exercice 2011).

Au Canada, la Société a fait croître ses ventes à 108,4 millions $, soit une hausse de 9,8 millions $ ou 10,0 % reflétant les contributions des différents segments de son marché principal, soit celui des **fabricants**, dont les ventes se sont accrues de 14,4 % au quatrième trimestre pour s'élever à 91,8 millions $. Ses trois marchés géographiques (Est, Centre et Ouest du Canada) ont participé à la croissance avec une hausse plus marquée dans l'Ouest canadien grâce, entre autres, aux retombées de l'acquisition de PJ White. Le marché des **détaillants** a connu une baisse des ventes de 1,7 million $ causée notamment par le climat d'incertitude économique qui a influé sur la confiance des consommateurs, tel qu'indiqué par les détaillants eux-mêmes.

Aux États-Unis, les ventes ont atteint 26,5 millions $ US, en hausse de 40,0 % sur celles du quatrième trimestre de 2010, dont une forte croissance interne de 15,0 % et 25,0 % provenant de la contribution d'Outwater. Compte tenu de l'effet de change, les ventes exprimées en dollars canadiens se sont établies à 26,9 millions $, comparativement à 19,3 millions $ pour le trimestre correspondant de 2010, soit une hausse de 39,2 %. Dans le marché des **fabricants**, Richelieu a réalisé des ventes de 25,8 millions $, en hausse de 6,8 millions $ ou 36,1 %. Dans le marché des **détaillants**, les ventes ont triplé pour se chiffrer à 1,1 million $ au quatrième trimestre.

Le bénéfice avant impôts, intérêts, amortissement et part des actionnaires sans contrôle (BAIIA) a atteint 18,9 millions $, comparativement à 17,1 millions $ pour le quatrième trimestre de 2010, soit une hausse de 10,3 %, notamment en raison de l'augmentation des ventes. La marge bénéficiaire brute s'est maintenue au même niveau qu'au trimestre correspondant de 2010 malgré la marge brute plus basse des acquisitions récentes. Bien que ces acquisitions aient contribué aux résultats et représentent un bon investissement et un positionnement pour le futur, les marges bénéficiaires de certaines d'entre elles sont inférieures à celles de Richelieu étant donné leur niveau de frais d'opération. L'intégration de ces acquisitions vise la création de synergies et l'amélioration progressive de leurs marges bénéficiaires. **La marge bénéficiaire BAIIA** s'est établie à 14,0 % alors qu'elle était de 14,5 % pour le trimestre correspondant de 2010.

Le bénéfice net s'est élevé à 11,2 millions $, en hausse de 7,7 % sur celui du quatrième trimestre de l'exercice 2010. Influencée par les facteurs énoncés précédemment, la marge bénéficiaire nette s'est établie à 8,3 % alors qu'elle était de 8,8 % pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. **Le bénéfice par action** a atteint 0,53 $ (de base et dilué), comparativement à 0,49 $ (de base) et 0,48 $ (dilué) pour le quatrième trimestre de 2010, soit une hausse de 8,2 % et de 10,4 % respectivement.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (avant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation) se sont établis à 14,7 millions $ ou 0,70 $ par action, comparativement à 11,0 millions $ ou 0,51 $ par action pour le quatrième trimestre de 2010, reflétant principalement la hausse du bénéfice net et la variation des impôts futurs. La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation a représenté un apport de fonds de 3,9 millions $, tandis qu'elle avait requis des liquidités de 3,5 millions $ pour le trimestre correspondant de 2010. Les variations des débiteurs, des stocks et des frais payés d'avance ont représenté un apport de fonds de 6,1 millions $, alors que les variations des créditeurs, des impôts à payer et des instruments financiers dérivés ont nécessité des sorties de fonds de 2,2 millions $. En conséquence, les activités d'exploitation ont généré des fonds de 18,6 millions $, comparativement à 7,5 millions $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les activités de financement ont utilisé des liquidités nettes de 5,8 millions $ pour le rachat d'actions ordinaires en vertu du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un montant de 3,9 millions $ au cours du trimestre, le paiement des dividendes aux actionnaires pour un montant de 2,3 millions $ et un remboursement de la dette à long terme de 0,2 million $. Par ailleurs, les levées d'options ont généré des fonds de 0,7 million $, comparativement à 0,1 million $ pour le trimestre correspondant de 2010.

Les activités d'investissement ont requis des fonds de 0,8 million $, principalement pour diverses immobilisations corporelles au cours du trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE

Analyse des principaux mouvements de trésorerie

Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie et ressources en capital (1)

(en milliers de $)

Exercices clos les 30 novembre	2011 $	2010 $
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux):		
Activités d'exploitation	38 528	35 360
Activités de financement	(19 690)	(25 621)
Activités d'investissement	(29 295)	(21 106)
Effet des fluctuations du taux de change	263	(41)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(10 194)	(11 408)
Flux de trésorerie des activités abandonnées	–	2 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	39 289	48 442
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	29 095	39 289
Fonds de roulement	167 254	162 727
Marge de crédit renouvelable ($ CA)	26 000	26 000
Marge de crédit renouvelable ($ US)	5 000	5 000

(1) La Société a abandonné ses activités de vente de céramiques et a vendu l'inventaire de ces produits au cours du premier trimestre de 2010. Les résultats et les flux de trésorerie ont été ajustés à la suite de la reclassification des résultats des activités de vente de céramiques dans les activités abandonnées.

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (avant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation) se sont établis à 50,1 millions $ ou 2,35 $ par action, comparativement à 45,1 millions $ ou 2,08 $ par action pour l'exercice 2010, reflétant principalement les hausses de 0,9 million $ du bénéfice net des activités poursuivies, de 1,6 million $ de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels reliés aux récentes acquisitions et de 2,6 millions $ des impôts futurs. La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation a requis des liquidités de 11,5 millions $, comparativement à 9,7 millions $ pour l'exercice 2010. Les variations des débiteurs, des frais payés d'avance, des créditeurs, des impôts à payer et des instruments financiers dérivés ont nécessité des sorties de fonds de 14,3 millions $, alors que la variation des stocks a totalisé une entrée de fonds de 2,8 millions $ pour 2011. En conséquence, les activités d'exploitation ont généré des fonds de 38,5 millions $, comparativement à 35,4 millions $ pour l'exercice 2010.

Activités de financement

Pour l'exercice 2011, la Société a versé des dividendes aux actionnaires de 9,3 millions $, en hausse de 19,3 % sur ceux de l'exercice 2010. Cette hausse reflète principalement la hausse du dividende trimestriel de 0,09 $ à 0,11 $ annoncée le 27 janvier 2011. De plus, elle a remboursé 1,4 million $ de dette à long terme, comparativement à un remboursement de 0,2 million $ en 2010 ; elle a émis des actions ordinaires pour un montant de 1,5 million $ à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions, comparativement à 0,5 million $ pour l'exercice 2010, et elle a procédé à un rachat d'actions pour annulation dans le cours normal de ses activités pour un montant de 10,5 millions $, comparativement à 18,1 millions $ au cours de l'exercice 2010. Ainsi, les activités de financement se sont soldées par une sortie de fonds de 19,7 millions $ par rapport à 25,6 millions $ pour l'exercice 2010.

Activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2011, la Société a investi au total 29,3 millions $, dont 18,6 millions $ dans l'acquisition des éléments d'actif net d'Outwater, des actions de Madico et 85 % des actions ordinaires de Provincial ainsi que 10,7 millions $ dans des immobilisations corporelles, principalement dans l'agrandissement des centres de distribution de Montréal et de Laval.

Sources de financement

Au 30 novembre 2011, **la trésorerie et les équivalents de trésorerie** totalisaient 29,1 millions $, comparativement à 39,3 millions $ un an auparavant. La Société disposait d'**un fonds de roulement** de 167,3 millions $, soit un ratio de 4,0:1, comparativement à 162,7 millions $ (ratio de 3,7:1) au 30 novembre 2010.

Richelieu estime qu'elle possède les ressources en capital requises pour faire face à ses engagements et obligations courantes, pour assumer les besoins de fonds nécessaires à sa croissance et à ses activités de financement et d'investissement prévues pour l'exercice 2012. Par ailleurs, la Société continue de disposer d'**une marge de crédit** autorisée de 26 millions $ renouvelable annuellement et portant intérêt au taux préférentiel bancaire, ainsi que d'**une marge de crédit** de 5 millions $ US portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2 %. De plus, la Société considère qu'elle pourrait accéder à d'autres financements externes si cela s'avérait nécessaire.

L'attente décrite ci-dessus constitue de l'information prospective fondée sur l'hypothèse selon laquelle la conjoncture économique et les taux de change ne se détérioreront pas de façon significative, les frais d'exploitation n'augmenteront pas considérablement, les livraisons suffiront à répondre aux besoins de Richelieu, la disponibilité du crédit demeurera stable au cours de l'exercice 2012 et aucun événement extraordinaire n'exigera de dépenses en immobilisations supplémentaires, et elle est assujettie aux risques mentionnés à la rubrique « Gestion des risques ».

Analyse du bilan en date du 30 novembre 2011

Bilan sommaire (1)

(en milliers de $)

Aux 30 novembre	2011 $	2010 $
Actifs à court terme	223 016	222 752
Actifs à long terme	121 116	98 064
Total	344 132	320 816
Passifs à court terme	55 762	60 025
Passifs à long terme	12 736	6 922
Avoir des actionnaires	275 634	253 869
Total	344 132	320 816
(1) Taux de change de la conversion d'un établissement étranger autonome aux États-Unis	*1,0203*	*1,0266*

Actifs

Les actifs totaux se sont établis à 344,1 millions $ au 30 novembre 2011, comparativement à 320,8 millions $ un an auparavant, soit une hausse de 7,3 %, reflétant principalement l'effet des acquisitions réalisées au cours de l'exercice. **Les actifs à court terme** ont augmenté de 0,3 million $ par rapport au 30 novembre 2010. Cette position reflète notamment la diminution de 10,2 millions $ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, alors que les débiteurs, les frais payés d'avance et les impôts à recevoir étaient en hausse de 9,3 millions $ et les stocks de seulement 1,1 million $ dû aux initiatives d'amélioration continue de la chaîne d'approvisionnement, qui ont en grande partie limité les hausses provenant des acquisitions et de l'accroissement de la demande.

Encaisse nette

(en milliers de $)

Aux 30 novembre	**2011 $**	2010 $
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	**4 309**	2 072
Dette à long terme	**1 235**	786
Total	**5 544**	2 858
Trésorerie et équivalents de trésorerie	***29 095***	*39 289*
Encaisse nette de la dette	**23 551**	36 431

La Société jouit d'une excellente situation financière pour poursuivre sa stratégie d'affaires. Elle a maintenu **la dette totale portant intérêt** à un très bas niveau, soit à 5,5 millions $, dont 1,2 million $ de dette à long terme et une tranche de 4,3 millions $ échéant à court terme, représentant uniquement les soldes à payer sur les acquisitions. Ainsi, au 30 novembre 2011, la Société se trouvait donc avec **une encaisse nette de la dette** de 23,6 millions $.

Au 30 novembre 2011, l'**avoir des actionnaires** s'est élevé à 275,6 millions $, comparativement à 253,9 millions $ un an auparavant, soit un accroissement de 8,6 % reflétant principalement les augmentations de 20,0 millions $ des bénéfices non répartis qui ont atteint 258,0 millions $ et un accroissement de 2,1 millions $ du capital-actions. Au terme de l'exercice, **la valeur comptable de l'action** s'est établie à 13,22 $ comparativement à 12,01 $ au 30 novembre 2010.

Le ratio de la dette totale portant intérêt sur l'avoir des actionnaires était de 2,0 % au 30 novembre 2011, comparativement à 1,1 % un an auparavant.

Au 30 novembre 2011, **le capital-actions** de la Société était constitué de 20 846 709 actions ordinaires (21 135 209 actions au 30 novembre 2010). Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 84 300 actions ordinaires à un prix moyen de 18,24 $ (51 450 en 2010 à un prix moyen de 9,72 $) à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours de l'exercice 2011, la Société a acheté aux fins d'annulation 372 800 actions ordinaires en vertu du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie au comptant de 10,5 millions $ (696 000 actions ordinaires pour une contrepartie au comptant de 18,1 millions $ en 2010). Par ailleurs, au cours de l'exercice 2011, la Société a octroyé 51 000 options d'achat d'actions (35 000 en 2010). Au 30 novembre 2011, 883 000 options d'achat d'actions étaient en circulation (918 300 au 30 novembre 2010).

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Résumé des engagements contractuels financiers au 30 novembre 2011

(en milliers de $)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 et suivantes	Total
Dette à long terme	4 309	415	820	–	–	–	5 544
Contrats de location-exploitation	6 593	5 501	4 264	3 113	2 122	1 328	22 921
Total	**10 902**	**5 916**	**5 084**	**3 113**	**2 122**	**1 328**	**28 465**

Pour 2012 et dans un avenir prévisible, la Société prévoit que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et d'autres sources de financement suffiront à répondre à ses engagements contractuels courants.

L'attente décrite ci-dessus constitue de l'information prospective fondée sur l'hypothèse selon laquelle la conjoncture économique et les taux de change ne se détérioreront pas de façon significative, les frais d'exploitation n'augmenteront pas considérablement, les livraisons suffiront à satisfaire à ses besoins, la disponibilité du crédit demeurera stable au cours de l'exercice 2012 et aucun événement extraordinaire n'exigera des dépenses en immobilisations supplémentaires. Cette attente demeure également assujettie aux risques mentionnés à la rubrique « Gestion des risques ».

INSTRUMENTS FINANCIERS

Richelieu a recours périodiquement à des contrats de change à terme afin de se protéger, en tout ou en partie, des fluctuations de change relatives aux créditeurs libellés en devises étrangères ou pour couvrir certains engagements d'achat prévus. La Société a pour politique de ne pas utiliser ces instruments à des fins de spéculations ou de négociations et de ne conclure ces contrats qu'avec d'importantes institutions financières.

Aux notes 1), 9) et 11) des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 30 novembre 2011, la Société présente l'information sur le classement et la juste valeur de ses instruments financiers, de même que sur leur valeur et la gestion des risques découlant de leur utilisation.

CONTRÔLE ET PROCÉDURES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « Règlement 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière qui, notamment, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information sur la foi d'une évaluation de ces contrôles et procédures en date du 30 novembre 2011.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux PCGR du Canada. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109, la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 30 novembre 2011. [Cette évaluation a été effectuée à l'aide du cadre de référence et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO)]. À la lumière de cette évaluation, la direction de la Société considère que la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) est adéquate afin de fournir une assurance raisonnable et que ces contrôles sont bien conçus et fonctionnent efficacement.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne fournissent qu'une assurance raisonnable et peuvent ne pas permettre de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité aux périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont aussi effectué une évaluation pour déterminer si des changements ont été apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du quatrième trimestre de l'exercice clos le 30 novembre 2011 qui ont eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'ils auraient une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière exercés par la Société. Aucune modification de ce type n'a été identifiée.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société a établi et maintenu des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin d'assurer que l'information utilisée à l'interne et divulguée dans le présent rapport de gestion, dans les états financiers consolidés et dans les autres documents annuels y afférents soit adéquatement enregistrée, traitée, résumée et rapportée au comité d'audit et au conseil d'administration de la Société. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de Richelieu ont évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) de la Société au sens du Règlement 52-109 et en ont conclu qu'ils étaient adéquatement conçus, fonctionnaient efficacement et assuraient l'intégralité et la fiabilité de l'information financière au 30 novembre 2011, conformément aux PCGR du Canada.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Les principales estimations et méthodes comptables sont décrites à la page 31 du rapport annuel 2011 de la Société.

En février 2008, le Conseil des normes comptables de l'ICCA a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

La Société présentera ses états financiers intermédiaires et annuels selon les IFRS à compter du premier trimestre de l'exercice 2012.

L'information présentée ci-après est produite uniquement afin d'aider le lecteur à obtenir une meilleur compréhension de notre plan de conversion aux IFRS et des répercussions prévues sur nos états financiers et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les différences relevées sur les principales méthodes comptables et les estimations des répercussions ne sont ni complétées, ni définitives, et reflètent nos hypothèses, nos estimations et nos attentes à la date du présent rapport, lesquelles pourraient être modifiées.

Plan de conversion

Le tableau ci-dessous présente l'état des activités entreprises en vue de présenter l'information financière en conformité avec les IFRS.

Activités	Étapes principales	Statut au 30 novembre 2011
Préparation à la conversion aux IFRS	■ Élaboration du plan de conversion ■ Sensibilisation des membres de la haute direction ■ Affectation des ressources au projet ■ Établissement des modes de communication du progrès accompli	■ Étapes complétées
Analyse et évaluation des impacts sur Richelieu	■ Établissement des différences entre les méthodes comptables de Richelieu (établies en vertu des PCGR du Canada) et les IFRS ■ Sélection des méthodes comptables en vertu des IFRS ■ Sélection des choix de méthodes comptables lors de l'application initiale des IFRS (IFRS 1) ■ Détermination des besoins en infrastructures TI, ou des modifications à ces infrastructures s'il y a lieu	■ Différences principales entre les PCGR du Canada et les IFRS identifiées ■ Choix possibles lors de l'application initiale des IFRS effectués ■ Choix des méthodes comptables en vertu des IFRS effectués ■ La Société a déterminé que les besoins en infrastructures TI étaient mineurs
Conception et préparation de la production d'informations financières en IFRS	■ Quantification des impacts de la conversion aux IFRS, incluant les effets de la première adoption des IFRS ■ Élaboration d'un modèle d'états financiers, incluant les notes ■ Formation des personnes clés au département des finances	■ Quantification des impacts de la conversion aux IFRS effectuée ■ Préparation du modèle d'états financiers en cours ■ La Société dispose d'une équipe qui possède une connaissance suffisante quant à l'application des IFRS
Autres répercussions	■ Processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière et de la communication de cette information – Examen et approbation des changements liés à la conversion aux IFRS ■ Impact sur les affaires – révisions des ententes commerciales et bancaires et renégociation au besoin	■ La Société retient les services d'experts pour faciliter la transition ■ La direction a communiqué des rapports trimestriels au comité d'audit sur l'état d'avancement du projet ainsi que son évaluation des incidences sur le bilan d'ouverture ■ La Société n'a pas noté d'impact significatif sur ses ententes commerciales, bancaires ainsi que sur son environnement de contrôle interne

Impact de la conversion aux IFRS

Bilan d'ouverture

Le tableau suivant présente un sommaire des impacts majeurs de l'application de méthodes comptables conformes aux IFRS sur le bilan d'ouverture au 1er décembre 2010, en fonction des répercussions prévues découlant des conclusions sur les différences entre les méthodes comptables de la Société et les IFRS en vigueur à cette date.

Bilan consolidé au 1er décembre 2010 (non audité)**

(en milliers de $)

	PCGR du Canada $	Dépréciation d'actifs*	Autres passifs, provisions et impôts*	Reclassement*	IFRS $
ACTIFS					
Actifs à court terme	**222 752**	—	—	—	**222 752**
Immobilisations corporelles	**19 132**	(659)	—	—	**18 473**
Actifs d'impôts futurs	**2 327**	—	645	—	**2 972**
Actifs incorporels et écarts d'acquisition	**76 605**	(25 850)	—	—	**50 755**
	320 816	(26 509)	645	—	**294 952**
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES					
Passifs à court terme	**60 025**	—	400	—	**60 425**
Dette à long terme	**786**	—	—	—	**786**
Passif d'impôts futurs	**2 706**	—	(2 706)	—	**—**
Part des actionnaires sans contrôle	**3 430**	—	—	(3 430)	**—**
	66 947	—	(2 306)	(3 430)	**61 211**
Capitaux propres					
Capital-actions	**17 623**	—	—	—	**17 623**
Surplus d'apport	**3 906**	—	—	—	**3 906**
Bénéfices non répartis	**237 907**	(26 509)	2 951	(5 567)	**208 782**
Cumul des autres éléments du résultat étendu	**(5 567)**	—	—	5 567	**—**
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société	**253 869**	(26 509)	2 951	—	**230 311**
Part des actionnaires sans contrôle	**—**	—	—	3 430	**3 430**
	253 869	(26 509)	2 951	3 430	**233 741**
	320 816	(26 509)	645	—	**294 952**

* Ces éléments tiennent compte des ajustements et des choix retenus en vertu d'IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière*. Seuls les principaux changements sont présentés en fonction des différences identifiées au 30 novembre 2011. Nos estimations sont préliminaires et pourraient être modifiées.

** L'information présentée est produite uniquement afin d'aider le lecteur à obtenir une meilleur compréhension des répercussions prévues sur les états financiers consolidés de la Société suite à la conversion aux IFRS et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les différences relevées sur les principales méthodes comptables et les estimations des répercussions ne sont ni complétées, ni définitives, et reflètent nos hypothèses, nos estimations et nos attentes à la date du présent rapport, lesquelles pourraient être modifiées.

IAS 36 *Dépréciation d'actifs*

Méthode comptable selon les PCGR

Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Toute dépréciation est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel la baisse de valeur s'est produite.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent.

Les actifs à long terme, excluant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable au moyen des flux de trésorerie nets futurs non actualisés qui sont directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés et est imputé aux résultats, le cas échéant.

Méthode comptable selon les IFRS

La Société doit revoir au moins une fois par année les actifs intangibles à durée de vie indéterminée, incluant les écarts d'acquisition, afin de déterminer si leur valeur recouvrable excède leur valeur aux livres. La valeur recouvrable est définie comme étant la juste valeur moins les frais de vente, ou la valeur d'utilité, elle-même étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs associés aux actifs.

La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs intangibles acquis est évaluée selon la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle lesdits actifs ont été attribués.

IAS 36 *Dépréciation d'actifs*

Incidence sur le bilan d'ouverture	Le test de dépréciation conforme aux PCGR est fait au niveau de l'unité d'exploitation qui regroupe plusieurs centres de distribution dans une région, bénéficiant ainsi des flux de trésorerie de centres de distribution où il n'y a pas d'actifs intangibles et d'écart d'acquisition. Contrairement au test de dépréciation conforme aux PCGR, le test de dépréciation conforme aux IFRS est effectué à un plus bas niveau, soit à celui où des entrées de trésorerie largement indépendantes d'autres groupes d'actifs sont générées, ce qui correspond au niveau du centre de distribution dans plusieurs cas. En raison de l'application de la nouvelle convention prévue, la valeur d'utilité de certaines unités génératrices de trésorerie, et donc la valeur recouvrable, est inférieure à la valeur aux livres. L'estimation de la valeur d'utilité, et donc de la conclusion du test de dépréciation, est sensible aux hypothèses effectuées sur la croissance des revenus, la marge brute générée et le niveau du fonds de roulement requis pour supporter les opérations sur les prochaines cinq années, la croissance à long terme du marché, et le taux d'actualisation approprié pour refléter la valeur de l'argent dans le temps et les risques spécifiques propre à chaque unité génératrice de trésorerie qui ne sont pas pris en compte dans les flux de trésorerie. Ainsi, une dépréciation de 26,5 millions de dollars (25,8 millions de dollars US) a été constatée en réduction de la valeur comptable de certains actifs acquis aux États-Unis entre 2003 et 2010.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Cette méthode comptable réduira les charges d'amortissement des actifs et pourrait donner lieu à des ajustements plus fréquents dans les résultats de la Société, en lien avec les actifs acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises. Les dépréciations d'actifs amortissables (tangibles et intangibles) peuvent donner lieu à des reprises de valeur jusqu'à concurrence du coût initialement comptabilisé.

IAS 12 *Impôts sur le résultat*

Méthode comptable selon les IFRS	Les ajustements effectués sur le bilan d'ouverture ont donné lieu à la constatation d'actifs d'impôts futurs supplémentaires. Cette norme limite la constatation d'actifs d'impôts futurs au montant dont la réalisation est probable.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Ainsi, certains actifs d'impôts futurs n'ont pas été constatés puisque il n'est pas plus probable qu'improbable que les avantages se matérialisent dans les exercices subséquents au bilan d'ouverture.

IFRS 3 *Regroupement d'entreprises*

Frais connexes aux acquisitions et exemption selon les IFRS 1

Méthode comptable selon les PCGR	Les frais d'acquisitions, soit les frais encourus par l'acquéreur pour conclure une transaction d'acquisition d'entreprise, sont inclus dans la répartition du prix payé et, en conséquence capitalisés au bilan.
Méthode comptable selon les IFRS	L'acquéreur se doit de passer en charge tous les coûts encourus dans le cadre d'un regroupement d'entreprises durant la période durant laquelle les services ont été reçus.
Incidence sur le bilan d'ouverture	IFRS 1 accorde le choix d'appliquer la norme IFRS 3 uniquement aux regroupements d'entreprises survenant le ou après le 1er décembre 2010. Il n'y a donc aucune incidence sur le bilan d'ouverture.
Incidence comptable sur les activités poursuivies	Les frais d'acquisitions constatés durant l'exercice 2011 et considérés dans la répartition des prix d'achat des entreprises acquises totalisent 0,2 million de dollars. Ces frais seront passés en charge dans les résultats comparatifs de l'état consolidé des résultats présenté conformément aux IFRS pour l'exercice clos le 30 novembre 2012.

Reclassements

Conversion de devises et part des actionnaires sans contrôle

Méthode comptable selon les IFRS	a) IAS 21 impose à la Société de comptabiliser certaines différences de conversion en autres éléments du résultat global et de les cumuler dans une composante distincte des capitaux propres. Selon IFRS 1, la Société n'est pas tenu de se conformer à ces dispositions pour les montants cumulés des différences de conversion qui existaient au 1er décembre 2010 et le montant cumulé de ces différences est réputé nul à cette date. b) IFRS 10 requiert de présenter la part des actionnaires sans contrôle en tant qu'élément des capitaux propres dans l'état consolidé de la situation financière, séparément des capitaux propres des actionnaires de la Société mère.
Incidence sur le bilan d'ouverture	a) Le montant cumulé des différences de conversion est réputé nul au 1er décembre 2010, la contrepartie ayant réduit les bénéfices non réparties. b) Le total du passif est réduit du solde de la part des actionnaires sans contrôle et celui-ci est reclassé aux capitaux propres.

Autres répercussions de la conversion aux IFRS

Immobilisations corporelles et actifs incorporels

Comparaisons entre IFRS et PCGR	Après l'application initiale des IFRS, la Société aura le choix d'évaluer ses immobilisations corporelles et actifs incorporels selon le modèle du coût ou selon le modèle de réévaluation. Les immobilisations doivent être amorties selon leurs composantes principales, alors que selon les PCGR, les exigences sont plus souples.
Incidence sur la Société	Compte tenu des montants en cause et de la nature des immobilisations corporelles de la Société, le modèle du coût sera appliqué pour évaluer les immobilisations corporelles et actifs incorporels. La Société n'anticipe pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés préparés en conformité aux IFRS.

Autres passifs, provisions et passifs éventuels

Comparaisons entre IFRS et PCGR	Les IFRS précisent qu'une provision doit être comptabilisée lorsqu'il est probable (>50%) que la Société soit tenue de régler une obligation par une sortie de fonds et que son estimation est fiable. Ces provisions doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers consolidés. Selon les PCGR, les critères de constatations pour une situation semblable requièrent un niveau de certitude plus élevée.
Incidence sur la Société	La Société n'anticipe pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés préparés en conformité aux IFRS au 30 novembre 2011.

Rémunérations à base d'actions

Comparaisons entre IFRS et PCGR	Puisque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche devra être considérée comme une attribution distincte afin d'être conforme aux IFRS. Dans le cas d'acquisition graduelle des droits, les PCGR permettent de considérer ces attributions d'options d'achat d'actions comme une attribution unique.
Incidence sur la Société	La Société n'anticipe pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés préparés en conformité aux IFRS au 30 novembre 2011.

Projet de l'IASB

La Société suit de près l'évolution des travaux de l'IASB (International Accounting Standard Board) qui prévoit publier une nouvelle norme applicable aux contrats de location durant l'exercice financier 2012. Le projet de l'IASB sur la comptabilisation des contrats de location entraînera, si adopté dans sa forme actuelle, la capitalisation des actifs et des passifs découlant de ces contrats. Les locaux commerciaux loués par la Société sont présentement comptabilisés (selon les PCGR canadiens) en tant que contrat de location-exploitation (note 9 des états financiers de l'exercice clos le 30 novembre 2011). Ce projet de norme, si adopté, aura des conséquences importantes sur les états financiers consolidés de la Société présentés en conformité aux IFRS.

PRINCIPALES MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation et la présentation des états financiers consolidés ainsi que les autres informations financières contenues dans ce rapport nécessitent que la direction de Richelieu fasse des estimations, pose des hypothèses et formule des jugements éclairés. Nos estimations sont fondées sur des hypothèses que nous croyons être raisonnables comme, par exemple, nos hypothèses fondées sur des expériences passées. Ces estimations constituent la base de nos jugements relatifs à la valeur comptable d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles par voie d'autres sources. L'utilisation d'estimations différentes pourrait avoir entraîné des montants différents de ceux qui sont présentés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Nous utilisons des estimations et des hypothèses de manière à établir la juste valeur de nos unités d'exploitation lors de l'application de la méthode d'actualisation des flux monétaires concernant le taux d'actualisation et les flux de trésorerie. L'utilisation d'hypothèses différentes lors de l'application de la méthode de l'actualisation des flux monétaires pourrait donner lieu à des justes valeurs différentes et, en conséquence, à des valeurs comptables différentes pour les écarts d'acquisition et les résultats d'exploitation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties de façon linéaire sur la durée de vie utile pour la Société, ce qui représente la période pendant laquelle nous estimons qu'un actif contribuera aux flux de trésorerie futurs de l'entreprise. L'utilisation d'hypothèses différentes sur la durée de vie utile pourrait donner lieu à des valeurs comptables différentes pour ces actifs et pour la dépense d'amortissement.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût et amortis linéairement sur leur durée de vie utile. La méthode d'amortissement ainsi que l'estimation des durées de vie utiles des actifs incorporels sont réévaluées annuellement. Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, soit les marques de commerce, sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis. Les actifs incorporels non amortissables sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des évènements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme (à l'exclusion des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie) sont soumis à un test de dépréciation lorsque des évènements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif ne pourrait pas être recouvrable. Lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure aux flux monétaires non actualisés, une perte de valeur doit être estimée, soit l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur. Pour estimer la juste valeur, nous utilisons la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, qui requiert des estimations et des hypothèses concernant le taux d'actualisation et les flux de trésorerie. L'utilisation d'hypothèses différentes lors de l'application de la méthode d'actualisation des flux de trésorerie pourrait donner lieu à des justes valeurs différentes et, en conséquence, à des valeurs comptables différentes pour les actifs à long terme et les résultats d'exploitation.

Stocks

Les stocks qui se composent principalement de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation. Une provision pour moins-value est comptabilisée lorsqu'il apparaît, en fonction de l'expérience passée et des tendances actuelles du marché, que le coût de certains produits ne sera pas recouvré. L'établissement de cette provision demande donc, de la part de la direction, des jugements et des estimations qui pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks au bilan consolidé et sur les résultats d'exploitation.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donnerait lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à la valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont évalués d'après les taux d'imposition pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Ainsi, l'établissement de la charge d'impôts futurs exige l'utilisation d'estimations et d'hypothèses et l'application du jugement qui, utilisés différemment, pourraient générer des valeurs comptables différentes pour les impôts futurs au bilan consolidé et la charge d'impôts à l'état consolidé des résultats.

Conversion des devises

La Société suit la méthode temporelle de conversion des soldes et des opérations en devises en dollars canadiens, à l'exception des comptes de sa filiale étrangère autonome. Selon cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change à la date de clôture tandis que les autres éléments au bilan consolidé et à l'état consolidé des résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change sont reflétés dans les résultats de l'exercice.

Les éléments d'actif et de passif de la filiale américaine considérée comme autonome sur le plan financier et opérationnel, depuis le 1er septembre 2007, sont convertis en dollars canadiens au taux de change en date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date de comptabilisation. Les gains et les pertes de change sont présentés à l'état consolidé du résultat étendu.

GESTION DES RISQUES

Richelieu est exposée à différents risques qui pourraient avoir un impact sur sa rentabilité. Pour les contrer, la Société s'est dotée de différentes stratégies adaptées aux principaux facteurs de risque suivants.

Conjoncture économique

Les affaires et les résultats financiers de la Société sont en partie tributaires de la conjoncture économique dans son ensemble et de facteurs économiques propres à l'industrie de la rénovation et de la construction. Toute détérioration de la conjoncture économique peut entraîner une baisse des ventes et affecter négativement les résultats financiers de la Société.

Marché et compétition

Le marché des produits de quincaillerie spécialisée et de rénovation est soumis à une forte concurrence. Richelieu a développé une stratégie commerciale basée sur une offre de produits incomparable dans les diverses niches de marché visées en Amérique du Nord et provenant de fournisseurs du monde entier, sur un marketing créatif et sur une expertise et une qualité de service hors pair. Jusqu'à présent, cette stratégie lui a permis de bénéficier d'une solide capacité concurrentielle. Toutefois, si à l'avenir Richelieu n'arrivait pas à mener sa stratégie commerciale avec le même succès, elle pourrait perdre des parts de marché et voir sa performance financière réduite.

Devises étrangères

Richelieu est exposée aux risques liés aux fluctuations de devises principalement en ce qui a trait à ses achats effectués en devises étrangères et à ses ventes réalisées à l'étranger.

La Société s'approvisionne de façon régulière à l'étranger par ses activités d'importation. Toute appréciation des devises étrangères (le dollar américain et l'euro) par rapport au dollar canadien tend donc à augmenter le coût d'approvisionnement et donc à affecter les résultats financiers consolidés. Ces risques liés aux fluctuations de devises sont atténués par la capacité de la Société à ajuster ses prix de vente pour préserver ses marges bénéficiaires dans un délai relativement court, malgré le fait qu'une volatilité rapide des devises puisse avoir un impact négatif sur ses ventes.

Les ventes à l'étranger sont principalement réalisées aux États-Unis et comptent pour près de 20 % des ventes totales. Toute volatilité de la devise canadienne tend donc à affecter les résultats consolidés. Ce risque est partiellement atténué par le fait que des achats importants sont effectués en dollars américains.

Afin de gérer son risque de devise, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, plus précisément des contrats de change à terme en dollars américains et en euros. Cela ne peut garantir que la Société ne subira pas de pertes découlant de ces instruments financiers ou des fluctuations des devises étrangères.

Approvisionnement et gestion des inventaires

Richelieu doit prévoir et satisfaire adéquatement les besoins de ses clients en marchandise. Pour ce faire, Richelieu doit entretenir des relations solides avec des fournisseurs respectant ses critères d'approvisionnement. L'incapacité d'entretenir de telles relations ou de gérer de façon optimale la chaîne d'approvisionnement et les stocks pourrait affecter la situation financière de la Société.

De même, Richelieu doit cerner les tendances et les préférences de ses clients et maintenir des stocks qui répondent à leurs besoins, sans quoi ses résultats financiers pourraient s'en trouver affectés.

De façon à atténuer les risques relatifs à l'approvisionnement, Richelieu a développé des liens solides et durables auprès de nombreux fournisseurs situés sur plusieurs continents, qui sont pour la plupart des chefs de file mondiaux.

Acquisitions

Les acquisitions en Amérique du Nord demeurent un axe stratégique important pour Richelieu. La Société maintiendra ses critères d'acquisition stricts et apportera une attention particulière à l'intégration des acquisitions. Cependant, rien ne garantit la disponibilité d'une entreprise respectant les critères d'acquisition de Richelieu et il n'est pas assuré que la Société soit en mesure de procéder à des acquisitions au même rythme que par le passé. Il faut considérer, toutefois, que le marché américain est très fragmenté et que les acquisitions y sont de moindre envergure, ce qui a pour effet de diminuer les risques financiers et opérationnels reliés aux acquisitions.

Crédit

La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses débiteurs. Afin de se prémunir contre des pertes de crédit causées par des clients, Richelieu s'est dotée d'une politique définissant les conditions de crédit pour sa clientèle. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement. De par la diversification de ses produits, de sa clientèle et de ses fournisseurs, Richelieu est protégée contre une concentration du risque de crédit. Aucun de ses clients ne représente plus de 10 % de ses revenus.

Relations de travail et employés compétents

Pour atteindre ses objectifs, Richelieu doit attirer, former et retenir des employés compétents tout en contrôlant sa masse salariale. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés compétents et à contrôler la masse salariale pourrait avoir un impact sur la performance financière de la Société.

Près du quart de l'effectif de Richelieu est syndiqué. La Société a pour politique de s'assurer de négocier des conventions collectives à des conditions qui lui permettent de préserver sa capacité concurrentielle ainsi qu'un climat de travail positif et satisfaisant pour l'ensemble de son équipe. Au cours des cinq derniers exercices, Richelieu n'a pas connu de conflit de travail important. En cas d'interruption des opérations en raison d'un conflit de travail, il pourrait y avoir des conséquences défavorables sur les résultats financiers de la Société.

Stabilité des dirigeants clés

Richelieu offre un environnement de travail stimulant et un plan de rémunération concurrentiel, ce qui contribue à la stabilité de son équipe de direction. Le défaut de retenir les services d'une équipe de direction hautement qualifiée pourrait compromettre le succès de l'exécution stratégique et de l'expansion de Richelieu, ce qui pourrait entraîner des conséquences défavorables sur ses résultats financiers. Afin de gérer adéquatement sa croissance future, la Société révise au besoin sa structure organisationnelle et renforce ses équipes à ses différents niveaux d'opération. Notons que près de 70 % des employés sont actionnaires, parmi lesquels se trouvent les hauts dirigeants de Richelieu.

Responsabilité du fait du produit

Dans le cours normal de ses affaires, Richelieu est exposée à diverses réclamations se rattachant à la responsabilité du fait du produit qui peuvent entraîner des coûts importants et affecter la situation financière de la Société. Pour couvrir les risques de réclamations liés à ses activités, Richelieu prend des ententes contenant des limitations usuelles auprès de compagnies d'assurances.

Gestion de crise et plan de relève informatique

La structure des technologies de l'information mise en place par Richelieu lui permet de soutenir ses opérations et contribue à leur efficacité. Puisque la survenance d'un désastre, y compris une interruption importante de ses systèmes informatiques, pourrait affecter ses opérations et sa performance financière, Richelieu a mis en place un plan de gestion de crise et de relève informatique pour réduire l'étendue d'un tel risque. Ce plan prévoit entre autres des lieux physiques de relève en cas de désastre, des génératrices en cas de pannes d'électricité ainsi qu'un ordinateur de relève de puissance équivalente à l'ordinateur central.

VALEUR BOURSIÈRE

Au cours de l'exercice 2011, la valeur de l'action s'est maintenu dans une fourchette de 24,35 $ à 31,75 $, et le volume transigé à la Bourse de Toronto a atteint près de 3 millions d'actions. Le 30 novembre 2011, le cours de clôture de l'action était de 27,22 $, comparativement à 29,87 $ au 30 novembre 2010. Depuis son inscription en bourse en 1993, l'action de Richelieu s'est appréciée de 1 173 %. Rappelons, par ailleurs, que la Société verse des dividendes à ses actionnaires depuis 2002 et que les dividendes versés au cours de l'année financière 2011 ont représenté 23,5 % du bénéfice net de l'exercice.

DONNÉES SUR LES ACTIONS AU 26 JANVIER 2012

Actions ordinaires émises et en circulation	20 855 459
Options d'achat d'actions émises en vertu du régime d'options et en circulation	914 250

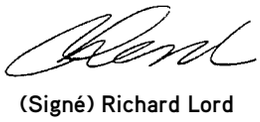
PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2012, la direction compte poursuivre sa stratégie de croissance basée sur la mise en marché d'innovations et de produits complémentaires à son offre, l'approfondissement et le développement de ses marchés des fabricants et des détaillants nord-américains et la réalisation d'acquisitions dans la mesure où d'excellentes opportunités conformes à ses critères se présenteront. L'intégration des acquisitions réalisées en 2010 et 2011 se poursuivra en priorisant l'efficacité opérationnelle et les synergies de ventes.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

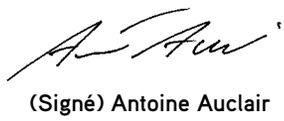
D'autres renseignements sur Richelieu, dont sa dernière notice annuelle, sont disponibles sur le site internet du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) à l'adresse www.sedar.com.

Le président et
chef de la direction



(Signé) Richard Lord
Le 26 janvier 2012

Le vice-président et
chef de la direction financière



(Signé) Antoine Auclair

RAPPORT DE LA DIRECTION

Relativement aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de Quincaillerie Richelieu Ltée (la « Société ») ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Quincaillerie Richelieu Ltée maintient des systèmes de comptabilité et de contrôle interne qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs externes, a révisé les états financiers consolidés de Quincaillerie Richelieu Ltée et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

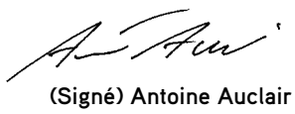
Les états financiers consolidés ci-inclus ont été audités par le cabinet Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés.

Montréal, Canada
Le 26 janvier 2012

Le président et chef de la direction,

(Signé) Richard Lord

Le vice-président et chef de la direction financière,



(Signé) Antoine Auclair

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de **Quincaillerie Richelieu Ltée**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Quincaillerie Richelieu Ltée**, qui comprennent les bilans consolidés aux 30 novembre 2011 et 2010, et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, du résultat étendu et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

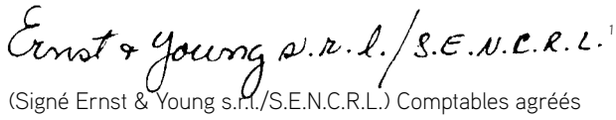
Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Quincaillerie Richelieu Ltée** aux 30 novembre 2011 et 2010 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le 26 janvier 2012



(Signé Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.) Comptables agréés

[1] CA auditeur permis nº 20404

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 30 novembre
(en milliers de dollars)

	2011 $	2010 $
ACTIFS		
Actifs à court terme *(note 2)*		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 095	39 289
Débiteurs	72 366	65 017
Impôts sur les bénéfices à recevoir	1 645	—
Stocks	118 753	117 609
Frais payés d'avance	1 157	837
	223 016	222 752
Immobilisations corporelles *(notes 2 et 3)*	25 399	19 132
Actifs incorporels *(notes 2 et 4)*	22 189	13 242
Actifs d'impôts futurs *(note 8)*	2 658	2 327
Écarts d'acquisition *(note 2)*	70 870	63 363
	344 132	320 816
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer *(note 2)*	51 453	54 212
Impôts sur les bénéfices à payer	—	3 741
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme *(note 6)*	4 309	2 072
	55 762	60 025
Dette à long terme *(note 6)*	1 235	786
Passifs d'impôts futurs *(notes 2 et 8)*	6 160	2 706
Part des actionnaires sans contrôle *(note 2)*	5 341	3 430
	68 498	66 947
Avoir des actionnaires		
Capital-actions *(note 7)*	19 714	17 623
Surplus d'apport	3 586	3 906
Bénéfices non répartis	257 955	237 907
Cumul des autres éléments du résultat étendu *(note 10)*	(5 621)	(5 567)
	275 634	253 869
	344 132	320 816

Engagements *(note 9)*

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

(Signé) Richard Lord
Administrateur

(Signé) Mathieu Gauvin
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices clos les 30 novembre
(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2011 $	2010 $
Ventes	523 786	446 963
Coût des marchandises vendues, charges liées aux entrepôts et charges de vente et d'administration	456 467	383 131
Bénéfice avant les éléments suivants	67 319	63 832
Amortissement des immobilisations corporelles	5 906	5 160
Amortissement des actifs incorporels	2 139	1 303
Frais financiers, nets	(13)	(201)
	8 032	6 262
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées	59 287	57 570
Impôts sur les bénéfices *(note 8)*	19 416	18 698
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle et activités abandonnées	39 871	38 872
Part des actionnaires sans contrôle	379	298
Bénéfice net des activités poursuivies	39 492	38 574
Bénéfice net des activités abandonnées *(note 13)*	—	659
Bénéfice net	39 492	39 233
Bénéfice par action *(note 7)*		
De base		
Lié aux activités poursuivies	1,88	1,79
Lié aux activités abandonnées	—	0,03
	1,88	1,82
Dilué		
Lié aux activités poursuivies	1,86	1,78
Lié aux activités abandonnées	—	0,03
	1,86	1,81

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices clos les 30 novembre
(en milliers de dollars)

	2011 $	2010 $
Bénéfice net	39 492	39 233
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	237 907	223 986
Dividendes	(9 267)	(7 768)
Prime sur rachat d'actions ordinaires pour annulation *(note 7)*	(10 177)	(17 544)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	257 955	237 907

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices clos les 30 novembre
(en milliers de dollars)

	2011 $	2010 $
Bénéfice net	39 492	39 233
Éléments du résultat étendu		
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	(54)	(1 243)
Résultat étendu	39 438	37 990

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 30 novembre
(en milliers de dollars)

	2011 $	2010 $
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net des activités poursuivies	39 492	38 574
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	5 906	5 160
Amortissement des actifs incorporels	2 139	1 303
Impôts futurs	1 573	(1 031)
Part des actionnaires sans contrôle	379	298
Charge relative à la rémunération à base d'actions	568	755
	50 057	45 059
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	(11 529)	(9 699)
	38 528	35 360
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(1 444)	(246)
Dividendes versés	(9 267)	(7 768)
Émission d'actions ordinaires	1 538	500
Rachat d'actions ordinaires pour annulation	(10 517)	(18 107)
	(19 690)	(25 621)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'entreprises *(note 2)*	(18 575)	(17 684)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(10 720)	(3 422)
	(29 295)	(21 106)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	263	(41)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(10 194)	(11 408)
Flux de trésorerie des activités abandonnées	—	2 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	39 289	48 442
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	29 095	39 289
Informations supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	23 074	15 093
Intérêts perçus, nets	(24)	(179)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NATURE DES ACTIVITÉS

Quincaillerie Richelieu Ltée (la « Société ») œuvre dans le domaine de la distribution, de l'importation et de la fabrication de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires. Ses produits sont destinés à une importante clientèle de fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bain, de meubles, de portes et fenêtres et d'ébénisteries résidentielles et commerciales, ainsi qu'à une vaste clientèle de détaillants en quincaillerie, incluant les grandes surfaces de rénovation.

1) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ce qui nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers consolidés et présentés dans les notes y afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des méthodes comptables résumées ci-après :

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Quincaillerie Richelieu Ltée et ceux de ses filiales. Les participations minoritaires sont comptabilisées dans les états financiers consolidés suite à la consolidation des filiales Menuiserie Des Pins Ltée et Provincial Woodproducts Ltd. pour lesquelles la Société détient respectivement 75 % et 85 % des actions ordinaires en circulation. Les opérations et soldes intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les placements très liquides assortis d'une échéance initiale de trois mois ou moins. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont été classés dans la catégorie d'instruments financiers « actifs détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque exercice sont enregistrés aux résultats consolidés.

Débiteurs

Les débiteurs sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « prêts et créances ». Ils sont enregistrés au coût, lequel lors de l'enregistrement initial correspond à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût en raison de leur échéance à court terme.

Stocks

Les stocks qui se composent principalement de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimative.

Bâtiments	20 ans
Améliorations locatives	Durée des baux, maximum 5 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Mobilier et agencements	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont des actifs acquis qui n'ont pas d'existence physique et qui respectent des critères précis permettant la comptabilisation distincte de l'écart d'acquisition et des immobilisations corporelles. Les actifs incorporels comprennent principalement les logiciels acquis ou développés à l'interne, des relations clients, des ententes de non-concurrence et des marques de commerce. Les logiciels et les relations clients sont amortis linéairement sur leur durée de vie estimative qui est respectivement de 3 ans et de 10 à 20 ans tandis que les ententes de non-concurrence sont amorties sur la durée respective des ententes. Les marques de commerce ont une durée de vie indéfinie et, par conséquent, ne sont pas amorties.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, excluant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable au moyen des flux de trésorerie nets futurs non actualisés qui sont directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés et est imputé aux résultats, le cas échéant.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Toute dépréciation est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel la baisse de valeur s'est produite.

Autres passifs financiers

Les créditeurs et charges à payer sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Constatation des ventes

Les ventes sont constatées lors de la livraison des marchandises aux clients.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donneraient lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à la valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont évalués d'après les taux d'imposition pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans les résultats de l'exercice au cours duquel elles se produisent.

Conversion des devises

La Société suit la méthode temporelle de conversion des soldes et des opérations en devises en dollars canadiens, à l'exception des comptes de sa filiale étrangère autonome. Selon cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change à la date de clôture tandis que les autres éléments aux bilans et aux états des résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change sont reflétés dans les résultats de l'exercice.

Les éléments d'actif et de passif de la filiale américaine, considérée comme autonome sur le plan financier et opérationnel, sont convertis en dollars canadiens au taux de change en date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date de comptabilisation. Les gains et les pertes de change sont présentés aux états consolidés du résultat étendu.

Contrats de change à terme

La Société conclut périodiquement des contrats de change à terme avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie des fluctuations de change relatives aux passifs libellés en devises, de même que pour couvrir certains achats prévus. La Société n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives. La Société utilise la comptabilité de couverture seulement lorsqu'elle rencontre les critères de documentation exigés en vertu des normes comptables canadiennes. Les instruments financiers dérivés que la Société a choisi de désigner comme éléments de couverture de trésorerie font partie des actifs et passifs financiers disponibles à la vente. Ils sont évalués à la juste valeur, soit le montant approximatif qui peut être obtenu en règlement de ces instruments aux taux pratiqués sur le marché, et les gains et les pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque exercice sont enregistrés au résultat étendu. Si l'instrument n'est pas désigné et documenté comme un élément de couverture, les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats de l'exercice. L'actif ou le passif lié aux instruments financiers dérivés est présenté au poste Débiteurs ou Créditeurs et charges à payer aux bilans consolidés.

1) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

La Société impute aux résultats les rémunérations et autres paiements à base d'actions selon la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les options d'achat d'actions attribuées. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. La charge relative à la rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits relatifs à ces options d'achat d'actions en contrepartie du surplus d'apport de même que le montant attribuable à la levée des options.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de tous les éléments comportant un effet de dilution.

2) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

2011

Le 10 janvier 2011, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net d'Outwater Hardware (« Outwater ») pour une contrepartie au comptant de 8 820 $ (8 871 $ US), incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 2 920 $ (2 937 $ US). Cette entreprise basée à Lincoln Park (New Jersey, États-Unis), opère un centre de distribution de produits de quincaillerie spécialisée et décorative, qui dessert quelque 18 000 ébénisteries résidentielles et commerciales, fabricants d'armoires de cuisine, de salle de bains et de meubles.

Le 31 janvier 2011, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Madico Inc. pour une contrepartie au comptant de 2 814 $, incluant les frais d'acquisition, et une balance de prix de vente de 95 $. Cette entreprise basée dans la région de Québec (Québec, Canada) développe et distribue des produits de protection de plancher et dessert une importante clientèle de détaillants en quincaillerie et de grandes surfaces de rénovation principalement au Canada ainsi qu'aux États-Unis.

Le 14 mars 2011, la Société a acquis 85 % des actions ordinaires en circulation de Provincial Woodproducts Ltd. pour une contrepartie au comptant de 7 296 $, incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 1 481 $. Cette entreprise basée à St-John's [Terre-Neuve, Canada] opère un centre de distribution de quincaillerie, produits de finition, panneaux et planchers de bois franc.

2010

Le 1er décembre 2009, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Woodland Specialties Inc. pour une contrepartie au comptant de 621 $ (596 $ US), incluant les frais liés à l'acquisition. Cette entreprise basée à Syracuse dans l'état de New York aux États-Unis se spécialise dans la distribution de quincaillerie, de stratifiés haute pression, de produits de finition et autres produits complémentaires destinés principalement aux fabricants de cuisine et du secteur de l'ébénisterie commerciale.

Le 26 avril 2010, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Raybern Company, inc. pour une contrepartie au comptant de 1 145 $ (1 126 $ US) incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 184 $ (181 $ US). Implanté à Rocky Hill au Connecticut, ce distributeur de quincaillerie décorative et architecturale, de produits de finition, de stratifiés haute pression et de produits complémentaires dessert principalement les fabricants de cuisine et les secteurs de l'ébénisterie résidentielle et commerciale.

Le 14 juillet 2010, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Les Matériaux Industriels Gordon Ltée pour une contrepartie au comptant de 3 465 $ incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 882 $. Avec des centres de distribution à Montréal au Québec et à Missisauga en Ontario, ce distributeur est un chef de file dans la distribution de produits de fabrication de portes, de panneaux muraux décoratifs et autres produits spécialisés pour le marché des détaillants en quincaillerie incluant les grandes surfaces de rénovation et le marché des fabricants.

Le 30 août 2010, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de New Century Distributors Group LLC pour une contrepartie au comptant de 692 $ (652 $ US) incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 437 $ (412 $ US). Situé à Avenel au New Jersey, ce distributeur de produits de quincaillerie spécialisée dessert une clientèle de fabricants de cuisine et d'ébénisteries résidentielle et commerciale.

Le 27 septembre 2010, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net d'E. Kinast Distributors Inc. pour une contrepartie au comptant de 2 492 $ (2 423 $ US), incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 633 $ (616 $ US). Situé à Hanover Park, dans la région de Chicago, Illinois, ce distributeur de produits de quincaillerie, de stratifiés, de produits de finition et produits complémentaires dessert une clientèle de fabricants de cuisine et d'ébénisteries résidentielles et commerciales.

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de PJ White Hardwoods Ltd. (« PJ White ») pour une contrepartie au comptant de 9 269 $, incluant les frais d'acquisition, et un solde de prix de vente de 324 $. Cette entreprise, dont le siège social est à Vancouver (C.-B.), opère un centre de distribution dans cette ville ainsi que trois autres situés à Victoria (C.-B.), Edmonton et Calgary (Alberta). PJ White distribue une gamme diversifiée de matériaux, de produits décoratifs ainsi que des produits de quincaillerie destinés au marché des fabricants et des ébénisteries résidentielles et commerciales.

Sommaire des acquisitions

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation sont compris dans les états financiers consolidés depuis les dates d'acquisition respectives de chaque acquisition. Les répartitions finales des prix d'achat des acquisitions de 2010 ainsi que les répartitions préliminaires des prix d'achat des acquisitions de 2011 se résument de la façon suivante :

	Outwater	Autres	2011	2010
	$	$	$	$
Actifs nets acquis				
Débiteurs	1 512	2 459	3 971	7 840
Stocks	2 085	2 353	4 438	12 431
Frais payés d'avance	—	227	227	153
Immobilisations corporelles	1 168	1 585	2 753	1 357
Non concurrence	167	498	665	186
Clientèle	4 461	3 641	8 102	1 263
Nom de commerce	501	512	1 013	386
Écarts d'acquisition	1 937	5 163	7 100	1 508
	11 831	16 438	28 269	25 124
Passifs pris en charge				
Créditeurs et charges à payer	91	2 417	2 508	4 980
Passifs d'impôts futurs	—	1 504	1 504	—
Part des actionnaires sans contrôle	—	1 532	1 532	—
Actifs nets acquis	11 740	10 985	22 725	20 144
Contrepartie				
Comptant, net de la trésorerie acquise	8 820	9 409	18 229	17 684
Soldes de prix de vente à payer	2 920	1 576	4 496	2 460
	11 740	10 985	22 725	20 144

Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2011, la Société a déboursé une somme de 346 $ et diminué les balances de prix de vente de 414 $ suite à des ajustements de prix de vente sur les acquisitions de 2010. La Société a également finalisé la répartition du prix d'achat des entreprises acquises en 2010 résultant ainsi en une augmentation des écarts d'acquisition de 517 $.

Écarts d'acquisition

	2011	2010
	$	$
Solde au début de l'exercice	63 363	62 449
Écarts d'acquisition comptabilisés durant l'exercice	7 617	1 508
Effets des variations des taux de change	(110)	(594)
Solde à la fin de l'exercice	70 870	63 363

Au 30 novembre 2011, le solde de l'écart d'acquisition déductible au niveau fiscal était de 29 791 $ (29 992 $ en 2010).

3) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2011		2010	
	Coût $	Amortissement cumulé $	Coût $	Amortissement cumulé $
Terrains	3 652	—	3 546	—
Bâtiments	20 176	9 468	14 076	8 194
Améliorations locatives	4 074	2 756	3 142	2 368
Matériel et outillage	22 557	17 004	20 119	15 192
Matériel roulant	5 827	4 275	4 948	3 788
Mobilier et agencements	10 584	8 908	9 575	7 330
Matériel informatique	8 475	7 535	7 550	6 952
	75 345	49 946	62 956	43 824
Amortissement cumulé	49 946		43 824	
	25 399		19 132	

4) ACTIFS INCORPORELS

	2011			2010		
	Coût $	Amortissement cumulé $	Valeur nette $	Coût $	Amortissement cumulé $	Valeur nette $
Actifs incorporels à durée de vie limitée						
Logiciels	4 296	3 046	1 250	2 995	2 437	558
Ententes de non-concurrence	1 272	547	725	605	415	190
Relations clients	20 141	5 339	14 802	11 970	3 880	8 090
	25 709	8 932	16 777	15 570	6 732	8 838
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie						
Marques de commerce	5 412	—	5 412	4 404	—	4 404
	31 121	8 932	22 189	19 974	6 732	13 242

5) DETTE BANCAIRE

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 26 millions de dollars (26 millions de dollars en 2010) avec une institution bancaire canadienne qui porte intérêt au taux préférentiel bancaire, qui était de 3,00 % au 30 novembre 2011 (3,00 % en 2010) et qui est renouvelable annuellement. La Société dispose également d'une marge de crédit autorisée de 5 millions de dollars américains (5 millions de dollars américains en 2010) avec une institution bancaire américaine qui porte intérêt au taux préférentiel de 3,25 % (3,25 % en 2010) plus 2,00 % et qui est renouvelable annuellement.

6) DETTE À LONG TERME

	2011 $	2010 $
Soldes à payer sur acquisitions ne portant pas intérêt, dont 3 132 $ US (797 $ US en 2010)	4 983	2 024
150 $ US (412 $ US en 2010) portant intérêt en fonction d'un taux fixe de 2 % (2 % en 2010)	153	423
400 $ US (400 $ US en 2010) portant intérêt à un taux variable de 2,25 % basée sur le taux préférentiel moins 1,00 % (2,25 % en 2010)	408	411
Solde à payer sur acquisitions d'entreprises	5 544	2 858
Moins : tranche échéant à court terme	4 309	2 072
	1 235	786

Les versements en capital à effectuer sur la dette à long terme sont les suivants : 4 309 $ en 2012, 415 $ en 2013 et 820 $ en 2014.

7) CAPITAL ACTIONS

Autorisé

Un nombre illimité :

Actions ordinaires.

Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en série, dont les caractéristiques doivent être établies par le conseil d'administration.

Émis

	2011 $	2010 $
20 846 709 actions ordinaires (21 135 209 en 2010)	19 714	17 623

Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 84 300 actions ordinaires (51 450 en 2010) à un prix moyen de 18,24 $ par action (9,72 $ en 2010) à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours de l'exercice 2011, la Société a acheté aux fins d'annulation 372 800 actions ordinaires dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie de 10 517 $ (696 000 pour une contrepartie de 18 107 $ en 2010) entraînant une prime au rachat de 10 177 $ qui a été enregistrée en diminution des bénéfices non répartis (prime de 17 544 $ en 2010).

Régime d'options d'achat d'actions

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants et employés clés. Le prix de souscription de chaque action visée par une option octroyée en vertu du régime correspond au cours du marché des actions des cinq jours précédant la date de l'octroi et doit être payé intégralement au moment de la levée de l'option. Les options peuvent être levées un an après leur octroi à raison de 25 % par année et doivent être levées au plus tard au dixième anniversaire de la date de l'octroi.

Au 30 novembre 2011, 220 275 options (269 275 en 2010) pouvaient être octroyées en vertu de ce régime.

Au cours des deux derniers exercices, les opérations portant sur les options se résument comme suit :

	Options #	Prix de levée par action $	Total $
En circulation au 30 novembre 2009	944 500	5,15 à 24,76	18 658
Octroyées	35 000	22,92 à 23,37	804
Levées	(51 450)	5,15 à 22,13	(500)
Annulées	(9 750)	17,44 à 24,76	(200)
En circulation au 30 novembre 2010	**918 300**	**7,28 à 24,76**	**18 762**
Octroyées	**51 000**	**27,93 à 30,68**	**1 555**
Levées	**(84 300)**	**7,28 à 24,76**	**(1 538)**
Annulées	**(2 000)**	**7,28 à 17,44**	**(20)**
En circulation au 30 novembre 2011	**883 000**	**7,28 à 30,68**	**18 759**

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation au 30 novembre 2011.

	Options en circulation			Options pouvant être levées	
Fourchette des prix de levée (en dollars)	Nombre d'options (en milliers)	Durée restante moyenne pondérée (en années)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars)	Nombre d'options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars)
9,97 – 14,50	51 000	1,30	14,44	51 000	14,44
14,51 – 21,69	375 200	6,06	18,82	260 725	13,22
21,70 – 24,76	405 800	4,49	23,20	378 800	21,67
24,77 – 30,68	51 000	9,27	30,49	—	—
	883 000	**5,25**	**21,25**	**690 525**	**16,41**

7) CAPITAL ACTIONS (suite)

Au cours de l'exercice 2011, la Société a octroyé 51 000 options d'achat d'actions (35 000 en 2010) comportant un prix d'exercice moyen de 30,49 $ par action (22,98 $ en 2010) et une juste valeur moyenne de 8,73 $ l'option (6,52 $ en 2010) déterminée selon le modèle d'évaluation Black & Scholes en considérant un taux de dividendes prévu de 1,5 % (1,5 % en 2010), une volatilité prévue de 25 % (25 % en 2010), un taux d'intérêt sans risque de 3,69 % (3,72 % en 2010) avec une durée prévue de sept ans (sept ans en 2010). La charge de rémunération imputée aux résultats en 2011 relativement aux options s'est élevée à 568 $ (755 $ en 2010).

Bénéfice par action

Le bénéfice par action de base et le bénéfice par action dilué ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

	2011	2010
	$	$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — de base	**21 036**	21 547
Effet de dilution en vertu du régime d'option d'achat d'actions	**226**	158
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — dilué	**21 262**	21 705

Le calcul du bénéfice net dilué par action ne tient pas compte de la moyenne pondérée de 50 000 options sur actions puisque leur prix de levée, étant supérieur au cours moyen des actions de l'exercice, aurait un effet anti-dilutif (146 500 options sur actions en 2010).

8) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les principales composantes de la charge d'impôts des activités poursuivies se présentent comme suit :

	2011	2010
	$	$
Exigibles	**17 843**	19 729
Futurs		
Relatifs aux écarts temporaires	**1 624**	(1 001)
Effet de la variation des taux d'imposition sur les impôts futurs	**(51)**	(30)
	19 416	18 698

Le taux réel d'impôts sur les bénéfices diffère des taux combinés prévus par la Loi pour les raisons suivantes :

	2011	2010
	$	**$**
Taux combinés prévus par la Loi	**28,44%**	**30,01%**
Impôts sur les bénéfices aux taux combinés prévus par la Loi	**16 862**	**17 277**
Augmentation (diminution) découlant de :		
Effet de la variation des taux d'imposition sur les impôts futurs	**(51)**	**(30)**
Effet de la variation du taux statutaire pour la filiale hors Canada	**(175)**	**1 094**
Rémunérations à base d'actions	**162**	**226**
Frais divers non déductibles	**79**	**118**
Provision pour moins-value sur des attributs fiscaux	**2 619**	**—**
Autres	**(80)**	**13**
	19 416	**18 698**

Au 30 novembre 2011, les attributs fiscaux ayant fait l'objet d'une provision pour moins-value étaient constitués de pertes autres que des pertes en capital venant à échéance entre 2029 et 2031.

Les impôts futurs reflètent l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs de la Société s'établissaient comme suit :

	2011	2010
	$	$
Impôts futurs		
Conversion de devises, provisions reconnues aux fins fiscales à leur décaissement seulement et autres attributs fiscaux	**2 634**	4 111
Excédent de la valeur fiscale sur la valeur comptable nette des immobilisations corporelles	**1 579**	1 222
Excédent de la valeur comptable nette sur la valeur fiscale des actifs incorporels et des écarts d'acquisition	**(7 715)**	(5 712)
Montant net	**(3 502)**	(379)

Le montant net des impôts futurs incluait les éléments suivants au 30 novembre :

	2011	2010
	$	$
Actifs d'impôts futurs	**2 658**	2 327
Passifs d'impôts futurs	**(6 160)**	(2 706)
	(3 502)	(379)

9) ENGAGEMENTS

a) Contrats de location

La Société a pris des engagements en vertu de contrats de location-exploitation pour des locaux d'entreposage et de bureau venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2018. Les paiements minimums futurs, excluant certains frais accessoires dont la Société est responsable, s'établissent comme suit :

	$
2012	6 593
2013	5 501
2014	4 264
2015	3 113
2016	2 122
2017 et suivants	1 328
	22 921

b) Contrats de change à terme

Le tableau suivant présente les contrats de change à terme au 30 novembre 2011 échéant entre décembre 2011 et février 2012.

Type	Devise en milliers	Taux de change moyen
Achat	4 000 Euros	1,3884

10) CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé des éléments suivants et les variations survenues au cours des exercices clos les 30 novembre 2011 et 2010 se détaillent comme suit :

	2011	2010
	$	$
Solde au début de l'exercice	**(5 567)**	(4 324)
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	**(54)**	(1 243)
Solde à la fin de l'exercice	**(5 621)**	(5 567)

11) INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer constitue une estimation raisonnable de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

11) INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS (suite)

La valeur comptable de la dette à long terme constitue une estimation raisonnable de la juste valeur en raison soit de l'utilisation d'un taux flottant pour certains emprunts ou parce que la direction estime que la juste valeur des emprunts comportant un taux fixe ne diffère pas beaucoup de leur valeur comptable, compte tenu de l'échéance prochaine de certains et des taux qui pourraient actuellement être obtenus par la Société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires.

Au 30 novembre 2011, la juste valeur des contrats de change à terme était d'environ 54 $ défavorable (321 $ défavorable au 30 novembre 2010), ce qui représente le montant approximatif que la Société aurait déboursé en règlement de ces contrats aux taux pratiqués sur le marché.

Risque de crédit

La Société vend ses produits à de nombreux clients situés principalement au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Le risque de crédit est lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des débiteurs de la Société. Le délai moyen de recouvrement des débiteurs au 30 novembre 2011 est à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et n'exige généralement pas de garantie. La provision pour mauvaises créances des exercices clos les 30 novembre 2011 et 2010 se détaille comme suit :

	2011	2010
	$	$
Solde au début de l'exercice	4 607	4 602
Provision pour mauvaises créances	2 438	1 508
Radiation de créances	(2 017)	(1 453)
Effet des variations de taux de change	(22)	(50)
Solde à la fin de l'exercice	5 006	4 607

Le solde des débiteurs de la Société, qui sont en souffrance depuis plus de 60 jours mais qui n'ont pas été provisionnés, totalise 1 186 $ (871 $ en 2010).

Aux 30 novembre 2011 et 2010, aucun client ne représentait plus de 10 % du total des débiteurs.

Risque de marché

La Société est exposée aux fluctuations de change pouvant affecter ses achats et ses ventes conclus en devises étrangères (principalement en dollar US). Les charges d'administration pour l'exercice clos le 30 novembre 2011 comprennent un gain de change de 297 $ (gain de change de 300 $ en 2010).

La politique de la Société est de préserver le coût d'achat et le prix de vente de ses activités commerciales en couvrant partiellement ses positions au moyen d'instruments financiers dérivés. Afin de protéger ces opérations contre les risques découlant des variations de taux de change, elle utilise des contrats de change à terme. Les principaux risques de change de la Société sont couverts par une trésorerie centralisée. Les risques de change sont gérés conformément à la politique de gestion du risque de change. L'objectif visé par la politique est de protéger les profits d'exploitation de la Société en réduisant l'exposition à la fluctuation de change. La politique en matière de gestion des risques de change ne permet pas d'effectuer des opérations à des fins de spéculation.

Au 30 novembre 2011, une dépréciation de 1 % du dollar canadien sur le dollar américain, et sur l'Euro, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait augmenté le montant du bénéfice net consolidé de 125 $ (56 $ en 2010) et augmenté celui des autres éléments du résultat étendu de 570 $ (483 $ en 2010). La sensibilité du taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers détenus par la Société à la date du bilan.

Au 30 novembre 2011, l'état consolidé du résultat étendu présente une perte de change de 54 $ (perte de 1 243 $ au 30 novembre 2010) sur le placement net dans un établissement étranger autonome, qui résulte principalement de la conversion de l'investissement à long terme dans cet établissement.

Risque de liquidité

La Société gère son risque de ne pouvoir régler ses passifs financiers au moment opportun en tenant compte des besoins opérationnels et en ayant recours à différentes sources de financement, le cas échéant. Au cours des dernières années, la Société a financé sa croissance, ses acquisitions et ses distributions aux actionnaires en utilisant les fonds autogénérés par ses opérations.

Charges de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2011, le montant des stocks passés en charge résultant des activités d'importation, de distribution et de fabrication est de 366 242 $ (306 004 $ en 2010). Ce montant inclut une charge de désuétude des stocks de 472 $ (1 544 $ en 2010).

12) INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2011, près de 81 % (85 % en 2010) des ventes ont été effectuées au Canada alors que les ventes à l'étranger, presque entièrement aux États-Unis, s'élèvent, en dollars canadiens, à 99 177 $ (67 877 $ en 2010) et à 100 454 $ (65 720 $ en 2010) en dollars US.

Au 30 novembre 2011, du total des immobilisations corporelles de 25 399 $ (19 132 $ en 2010), 2 492 $ (1 696 $ en 2010) sont situées aux États-Unis. De plus, les actifs incorporels situés aux États-Unis s'élèvent à 13 708 $ (9 389 $ en 2010) et les écarts d'acquisition à 23 190 $ (21 324 $ en 2010) en dollars canadiens.

13) ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 29 décembre 2009, la Société a décidé d'abandonner ses activités de distribution de céramiques et s'est engagée à vendre ses inventaires pour une contrepartie de 2 495 $, par une offre de vente qui s'est conclue le 29 janvier 2010. La Société a ainsi réalisé un gain net d'impôts de 650 $ qui est inclus dans le bénéfice des activités abandonnées présenté à l'état consolidé des résultats de l'exercice 2010. Durant cet exercice, les activités de distribution de céramiques classées dans les activités abandonnées ont également généré des revenus de 1 471 $ et réalisé un bénéfice avant impôts de 13 $.

14) GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société sont les suivants :

- Maintenir un faible ratio d'endettement pour préserver la capacité de l'entité de poursuivre sa croissance interne et par acquisitions;
- fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut être amenée à modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, à remettre du capital aux actionnaires ou à émettre de nouvelles actions.

Pour l'exercice clos le 30 novembre 2011, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- Ratio d'endettement : 2,0 % (1,1 % en 2010) (dette portant intérêt / avoir des actionnaires)
- Un rendement sur l'avoir moyen des actionnaires de 14,9 % au cours des 12 derniers mois (15,9 % au cours des 12 mois précédents)

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent.

15) CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres présentés pour l'exercice financier clos le 30 novembre 2010 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée durant l'exercice financier clos le 30 novembre 2011.

Agent de transferts et agent chargé de la tenue des registres
Société de fiducie Computershare du Canada

Auditeurs
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
800, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 1X9

Siège social
Quincaillerie Richelieu Ltée
7900, boulevard Henri-Bourassa Ouest
Saint-Laurent (Québec) H4S 1V4
Téléphone : 514 336-4144
Télécopieur : 514 832-4002

Réalisation : Lefebvre communications financières inc. / Conception graphique : Uzin3 / Production : iotadesign

MIXTE
FSC® C102810

Imprimé au Canada

www.richelieu.com